

L'ITINÉRAIRE 28

Rien dans les mains, rien dans les poches, mais un journal dans la tête

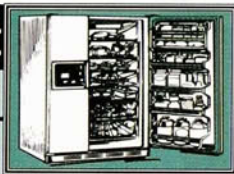


Entrevue avec Raoul et Florent Volant

**Dossier:
autochtones en ville**

L'itinéraire a besoin de

Urgent



- **frigo commercial**
- machine espresso
- imprimante laser
- télécopieur
- magnétophones portatifs
- caisse enregistreuse
- bibliothèque
- meubles d'ordinateur

Si vous avez des appareils qui fonctionnent encore, s'il vous plaît, contactez-nous au (514) 597-0238

L'itinéraire est produit et vendu en majeure partie par des personnes itinérantes, ex-itinérantes, sans emploi,

alcooliques ou toxicomanes, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion sur le marché du travail. Pour chaque numéro vendu 2 dollars, 1 dollar revient directement au camelot. Les profits de L'itinéraire servent à financer les coûts de production du journal, les projets de réinsertion sociale, le Café sur la rue, et L'Espace Internet.



La direction de L'itinéraire tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le journal, ou demandent des dons, ils le font à titre personnel. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus ou le comportement des vendeurs, communiquez sans hésiter avec le responsable de la distribution.

Gabriel Bissonnette au (514) 597-0238, poste 32

Info pour VENDRE L'ITINÉRAIRE...

CAFÉ SUR LA RUE, AU 1104, RUE ONTARIO EST
(ANGLE AMHERST)



Des gens de la rue ou de milieu modeste se côtoient au Café sur la rue dans une ambiance agréable. De bons petits repas sont servis par des personnes en réinsertion sur le marché de l'emploi pour la modique somme de 4,50\$. Un cuisinier leur apprend à travailler et à gérer une cuisine. Les personnes à faible revenu peuvent se procurer une carte de membre au coût de 5\$ et obtenir un repas à 2,25\$, pour une période d'un an.

Attention aux fraudeurs!

L'itinéraire tient à prévenir la population que des imposteurs sollicitent des dons sans son consentement. Que ce soit par sollicitation téléphonique ou de porte à porte, personne n'est autorisé à solliciter des dons monétaires ou matériels pour L'itinéraire. Nous invitons les personnes sollicitées à communiquer immédiatement avec la police pour mettre fin à cette sollicitation frauduleuse. Pour aider L'itinéraire, les gens sont invités à se procurer notre revue auprès de nos camelots dûment identifiés. Vous trouverez des camelots sur toutes les grandes artères de la ville ainsi que dans plusieurs stations de métro. Les dons sont les bienvenus mais ils doivent être directement adressés à nos locaux du 1907 rue Amherst, Montréal H2L 3L7. Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec nous au (514) 597-0238: Chantal St-Onge, conseillère en publicité, poste 27 ou Ariane Pelletier, responsable de l'administration, poste 28, arianepelletier@videotron.ca

Fin de la campagne téléphonique d'abonnement

Le Groupe communautaire L'itinéraire a mis fin à sa campagne de sollicitation téléphonique d'abonnement au Journal L'itinéraire. Le mandat du groupe La Relance est donc terminé.

Personne n'est autorisé à solliciter des abonnements pour le Journal L'itinéraire ou des dons en argent, en services ou en biens. Nous invitons toute personne sollicitée à des fins d'abonnement ou de demandes de dons, en personne ou par téléphone, de communiquer immédiatement avec la police

et L'itinéraire pour mettre fin à toute sollicitation non autorisée.

Les dons sont les bienvenus, mais ils doivent être directement adressés à nos locaux du 1907, rue Amherst, Montréal H2L 3L7.

Pour plus d'information, communiquez avec Ariane Pelletier, responsable de l'administration, (514) 597-0238, poste 28, arianepelletier@videotron.ca

La formation professionnelle des travailleurs(euses) au Journal L'itinéraire a été rendue possible grâce, entre autres, au Ministère de la Métropole, à la CDEC du Plateau Mont-Royal/Centre-Sud, à la Ville de Montréal, à la Régie régionale de la santé Montréal-Centre et à l'UQÀM.



1907, rue Amherst, Montréal
(Québec) H2L 3L7
Tél.: (514) 597-0238
Fax: (514) 597-1544

Courriel: itineraire@videotron.ca

Le journal L'itinéraire a été fondé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson.

À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et maisons de chambres. Depuis mai 1994, il est vendu régulièrement dans la rue. Plus de la moitié de cette publication est rédigée par des personnes ayant connu l'itinérance. Les articles écrits par des journalistes pigistes professionnels portent la mention «collaboration spéciale».

Le Groupe communautaire L'itinéraire est un organisme à but non lucratif fondé en 1989 pour aider les itinérants. Le conseil d'administration est composé en majorité de personnes ayant connu l'itinérance, l'alcoolisme ou la toxicomanie.



Conseil d'administration du Groupe communautaire L'itinéraire:

Présidente: Geneviève Denis
Vice-président: Jean-Marie Tison
Secrétaire: Réjean Mathieu
Trésorier: Jean-Paul Baril
Conseillers: Lise Samuel, Josée Boisvert, Éric Cimon, Robert Dion, Mario Châteauevert
Comité de direction: Denise English, Ariane Pelletier, Jean-Pierre Lacroix, Gabriel Bissonnette

Équipe de production du journal:

Rédacteur en chef: Jean-Pierre Lacroix
Adjoint à la rédaction: Gopesa Paquette

Collaborateurs: Pierre Demers, Gina Mazerolle, Robert Dion, Maxime, Léo Paul Lauzon, Jean-Marie Tison, Robert Beaupré, Jean-Pierre Béliveau, Alain Coulombe, Pierrette Jeanneault, Michel Boyer, Jean-Sébastien Côté, Luc Denis, Vianney, Michel Côté, Nathalie, Yvon Gonnaville, Richard Laroche, Ginette Dufort, Guylaine Hébert et Daniel Beauchamp.

Infographiste: Jocelyne Sénécal

Révision: Marie-Thérèse Déry, Jean-Paul Baril, Micheline Bonnoyer, Guy Crevier, André Martin, Mariette Éthier-Morand.

Mots croisés: Gaston Pipon

Imprimeur: Quebecor World Lebonion

Tirage: 18 000 exemplaires vendus par des itinérants et des sans-emploi dans les rues de Montréal.

Administration du groupe:

Secteur administration **Responsable:** Ariane Pelletier
Adjointe administrative: Sylvie Boos
Publicité: Chantal St-Onge
Secteur Café sur la rue **Responsable:** Denise English
Secteur distribution **Responsable:** Gabriel Bissonnette
Adjointe: Geneviève Denis
Secteur Internet **Responsable:** à combler
Secteur journal: **Responsable:** Jean-Pierre Lacroix
Adjoint: Gopesa Paquette

L'itinéraire est membre de:

NASNA • Association nord-américaine des journaux de rue

Le réseau international des journaux de rue **AMECO** Association des médias sans emploi et itinérants du Québec

Son tirage est certifié par

AVDA Association des vendeurs de rue

L'itinéraire est entièrement recyclable

Sommaire

Dossier: autochtones en ville

14 Entretien avec les frères Volant



16 La septième génération

18 D'un lac à l'autre, d'une ville à l'autre

20 Un indien dans la ville

21 Élisabeth Petiquay

Chroniques

Éditorial	5
Billet	6
Chronique Internet	25
Globe trottoir	26
Mots des camelots	28
Prof Lauzon	32
Mots croisés	34

Actualité

Claude était plus qu'un ami	4
À propos de justice canadienne	8
Douze étapes vers la sobriété	9
11 ^e anniversaire	10
«Les Quêteux... Portrait d'un autre monde»	11
Un livre qui peut changer vos perceptions	12
Stratégie de lutte à la pauvreté	12
On attend beaucoup des consultations nationales	
Le bruit sourd des bottes	22
Le film que l'on attendait plus	24
«La vérité est un mensonge»	

**Vous désirez vous faire connaître?
Augmenter votre clientèle?
Décrire vos services?
Annoncer vos événements?**

Ciblez votre clientèle par le biais de L'itinéraire. Un succès garanti!

**Contactez-moi au
(514) 597-0238, poste 27
Chantal St-Onge**

Claude était plus qu'un ami

Guyline Hébert

avec la collaboration de Daniel Beauchamp

Claude Latraverse a connu le *Groupe communautaire L'itinéraire* à ses tout débuts, dans les locaux de la rue Cartier. Il avait tout pour réussir dans la vie: policier militaire avec le grade de caporal dans l'armée canadienne. La pression était trop forte. Tireur d'élite, parachutiste et apprenti pilote, il laissa tout tomber et déserta l'armée. Pour fuir la réalité il se mit à boire et ensuite ce fut la drogue.

Je me souviens de Claude en train de mendier, rue Sainte-Catherine, en face de la chapelle Notre-Dame de Lourdes, pour se procurer un peu d'argent et se payer ses «petits plaisirs», et engourdir son mal de vivre.

Claude s'est impliqué au *Groupe communautaire L'itinéraire*, et s'y est fait de nombreux amis. Il fréquentait régulièrement le *Café sur la rue*. Claude avait réussi à rester sobre pendant sept ans: un exemple à suivre.

Claude était plus qu'un ami pour moi, c'est mon sauveur. Il m'a sortie de la rue, de l'enfer de la drogue. Il m'a redonné goût à la vie. Il est devenu mon *chum* et m'a donné l'amour que je ne croyais plus possible en ce bas monde.



Photo - François Thivierge

Claude Latraverse,
Noël 1986

À la suite d'un passage à tabac, Claude subit un accident cérébro-vasculaire (ACV) qui laissa des séquelles: une longue année de convalescence et de rééducation pour réapprendre à marcher.

Un deuxième ACV le rendit paraplégique. J'allais le visiter à l'hôpital, c'était très difficile, il était dans un état végétatif. Quelque fois, il avait des moments de conscience, mais c'est à peine s'il me reconnaissait. Ça me brisait le cœur. Je le faisais manger à la petite cuillère en pleurant.

Claude n'avait pas complètement coupé les liens avec sa famille. Il gardait le contact avec une de ses sœurs avec qui il communiquait régulièrement. Elle lui rendait visite à l'hôpital; elle s'est occupée de toutes les procédures pour ses funérailles.

À *L'itinéraire*, ses amis gardent un bon souvenir de lui, pour sa générosité. Claude était un ami de ma famille et ma fille aimait l'appeler: «*Mon twit préféré.*»

Bon voyage, Claude!

La FONDATION DOLLARD-CORMIER parraine la soirée grand public organisée par le CENTRE DOLLARD-CORMIER à l'occasion de la
Semaine de prévention de la toxicomanie 2001

*Soirée GRAND PUBLIC destinée à l'entourage d'un jeune qui consomme (parents, enseignants et intervenants)

Conférence

**La consommation d'alcool et de drogue chez les jeunes:
à partir de quand doit-on s'inquiéter?**

Date: Lundi 19 novembre 2001 à 19h.

Lieu: Salle le Lion d'Or
1576, rue Ontario Est, Montréal

Entrée gratuite (réservation non nécessaire)

Conférencière: Isabelle Denis, intervenante au service de la communauté du Centre Dollard-Cormier



FONDATION DOLLARD-CORMIER

LA FONDATION DOLLARD-CORMIER

vient en aide au Centre Dollard-Cormier

Centre public de réadaptation en toxicomanie - Montréal

3590, rue St-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2N8

Tel.: (514) 982-4533 poste 545 Téléc.: (514) 282-5599

Courriel: fondc@cam.org

La Toile: www.centredollardcormier.qc.ca/dc_fondation.htm

Une économie du savoir qui néglige la sagesse

Jean-Pierre Lacroix
Rédacteur en chef



Il nous est devenu presque impossible de concevoir le monde autrement qu'en terme de progrès technique. Le culte que nous vouons aux technologies porte ombrage à l'épanouissement de l'être humain et au progrès social. On tend à mesurer le succès en terme de croissance du produit national brut. L'économie prime sur l'humain. Le profit produit le bonheur et le succès se mesure à l'aune de la richesse.

L'ère de l'économie du savoir axe l'enseignement principalement sur la transmission de connaissance plutôt que sur l'apprentissage. Et si le taux de décrochage scolaire et de suicide est si élevé chez les jeunes, c'est peut-être que nous ne leur présentons pas un projet de vie assez stimulant.

«Tant que la productivité paraîtra plus utile que l'épanouissement humain, disait Jean Onimus, que le progrès primera sur le bonheur et l'argent sur la culture, l'enseignement, au lieu d'être libérateur, sera répressif, absorbant, étroitement sélectif et dans l'ensemble dépersonnalisant.»

Ceux qui refusent une société fondée uniquement sur des valeurs matérielles passent pour des utopistes ou des révolutionnaires. Pourtant, le mode de vie des marginaux pourrait nous laisser entrevoir la possibilité d'un monde plus humain.

Il y a une relation directe entre l'abondance matérielle de la civilisation du paraître et de l'avoir et la diminution de la morale et de l'appauvrissement intellectuel. La publicité réussit à nous faire culpabiliser de ne pas posséder des

biens, souvent inutiles. Le consommateur s'endette pour acheter des biens superflus, alors qu'annuellement 40 millions de personnes dans le monde ont le statut de réfugiés.

Le mythe de la croissance économique qui réduit les inégalités est en réalité un mensonge: dans les années 1900, en Inde, le revenu moyen par habitant était inférieur de 8 fois à celui d'un Américain. Dans les années 50 à 15 fois. Aujourd'hui, un Américain gagne 50 fois plus!

Tous ceux qui sont conscients de la gravité de la situation doivent le clamer haut et fort. Les problèmes qui se posent aujourd'hui touchent tous les habitants de la terre. Il incombe à tous de prendre conscience du phénomène, agir et modifier en conséquence son comportement. Dans nos démocraties, le pouvoir s'est peu à peu éloigné des citoyens et les politiciens au lieu d'être redevables aux citoyens ont pieds et poings liés au système économique orienté vers la production de profits (et de pauvreté) au détriment de l'humain. Là où le travailleur n'est qu'un simple outil de production interchangeable.

La qualité de la vie c'est aussi, l'amour, la tendresse, la paix, la beauté, la justice, l'équilibre... Hélas! Ceux qui en font la promotion passent pour des rêveurs sympathiques ou des anarchistes. Plus que jamais, il est urgent d'apprendre à vivre en harmonie avec autrui et avec la nature.

L'esprit de la Terre et de la Nature, le respect de son prochain et de l'environnement sont des valeurs que les nations amérindiennes peuvent nous communiquer.

jplac@videotron.ca 

Tu veux travailler ? Le GIT peut t'aider !

G·I·T·>

Pour t'inscrire :
(514) 526-1651

Services gratuits

- > Ateliers de groupe
- > Stages en entreprise
- > Suivis individualisés
- > Activités post-formation
- > Support dans la recherche d'emploi

Tu es

- > Agé(e) de 16 ans ou plus
- > Motivé(e) à intégrer ou réintégrer le marché du travail
- > Démuni(e) face à l'emploi

Les services du GIT sont offerts grâce à la contribution financière d'Emploi-Québec

Québec 
Emploi-Québec

Groupe Information Travail > 2260, av. Papineau > Montréal (Québec) H2K 4J6 > git@videotron.net



Jean-Marie TISON

*N'tshish nuaten eshennimian
N'tshish nuaten eshen'tautshian*

-E UASSIUIAN, Kashtin

(Aujourd'hui je vois ma façon de vivre

Aujourd'hui je vois ma façon de grandir)

Je me souviens. On était au cœur de l'été 1990. Les Warriors élevaient des barricades à Oka. Le raid manqué de la SQ du 11 juillet, qui coûta la vie au caporal Lemay, plongeait le Québec dans la «crise autochtone», qui allait durer 78 jours. Alimentée par une surenchère médiatique et haranguée par les démagogues habituels et autres figures de *Proulx*, l'hystérie gagnait peu à peu tout le monde. Ainsi le directeur d'une station radiophonique, paniqué à l'idée de passer pour un sympathisant des «Indiens», avait décidé, sous la pression de quelques auditeurs bornés, de cesser la diffusion des chansons du groupe montagnais Kashtin, qui connaissait un succès retentissant cet été-là. Ce geste souleva un tollé considérable et, penaud, le directeur revint sur sa décision. C'est le seul souvenir de cette époque dont je n'aie pas honte.

La confusion était totale. La plupart des opinions qu'on lisait ou entendaient, étaient teintées de racisme et trahissaient notre ignorance des revendications venant des «Indiens». De fait, avant Oka, on se *câlissait* totalement des «Indiens». Aurait-il pu en être autrement?

L'histoire avec un petit «h»

Avant Oka, mes connaissances des Amérindiens, comme on les nommait dans mon volume d'histoire du Canada au secondaire, se résumaient à peu de choses: les bons Hurons, alliés des Français et les méchants Iroquois, alliés des Anglais et bourreaux des pères Brébeuf et Lalemant. Puis vint la défaite des Plaines d'Abraham. Après cela, plus de trace d'eux dans le reste du manuel (sauf deux pages relatant la pendaison du Métis Louis Riel). Aux yeux des historiographes, les Indiens avaient cessé d'exister.

La hache de guerre

Mais, que ça nous plaise ou non, les «Indiens» n'ont jamais cessé d'exister. C'est le petit maire du village d'Oka, Jean Ouellette qui nous l'a rappelé. Lui qui, dans son entêtement à vouloir agrandir son terrain de golf (qui incluait, on l'a appris plus tard, un projet domiciliaire d'importance), a fait déborder la coupe du mépris. Les *Indiens* sortaient tout à coup des livres

d'histoire et revendiquaient leurs droits ancestraux sur d'immenses territoires en brandissant une série de traités signés au cours des siècles passés. Pire, certaines nations, tels les Attikameks et les Montagnais, rappelaient qu'aucune partie de leurs terres n'avait jamais fait l'objet de cession de leur part au profit de quelque gouvernement que ce soit. Quand on a appris que le territoire ancestral des Attikameks couvrait la Mauricie et la Haute-Mauricie et que celui des Montagnais couvrait le lac St-Jean, une partie du Saguenay, de la Côte-Nord, la Moyenne et Basse Côte-Nord et une partie du Labrador, pour une superficie totale de 700 000 kilomètres carrés, soit le quart du Québec environ, la stupeur fut générale.

Cela ne signifie aucunement que ces nations veulent récupérer entièrement ces terres, et obliger les Québécois à démembrer leur maison sous le bras. (Comme le démontre Bernard Cleary, négociateur autochtone, auteur de *L'enfant de 7000 ans*, ancien journaliste au quotidien *Le Soleil*). Cependant, cette hypothèque pèsera sur le territoire tant que les gouvernements ne feront pas face à l'obligation de négocier avec ces nations dont les droits ancestraux sont reconnus dans la Charte enchâssée dans la Constitution canadienne depuis 1982. On ne peut pas mettre sous le tapis les pans de l'histoire qui nous dérangent...

Cela me rappelle les livres de catéchèse qui m'ont enseigné durant tout le primaire que la Palestine était le pays de Jésus (un Juif, m'a-t-on confié) et le choc que j'ai eu à 11 ans en regardant les Jeux Olympiques de Munich de 1972...

Piégés dans nos mythes fondateurs

Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil aux caricatures publiées dans les journaux au moment du conflit à Oka pour réaliser à quel point ces dessins mettaient en scène les acteurs principaux de notre histoire nationale qui, par figurants interposés, se livraient à leur *game* habituelle de représentation. C'était l'histoire du pays: Anglais contre Français, souverainistes contre fédéralistes, Indiens-Blancs, bons-méchants... tout cet héritage *qui veut que l'histoire ayant été écrite, l'avenir soit déjà joué et fermé* (Jocelyn Létourneau, La Presse, 6 mars 2001).

Remettre les pendules à l'heure

Rappelons que la série de conférences qui s'est déroulée entre 1983 et 1987 pour préciser les droits collectifs et particuliers que la Charte des droits de la Constitution canadienne leurs reconnaissait désormais depuis 1982, n'a pas donné de résultats. Qu'ont à offrir actuellement les réserves en guise de contrepois à la culture moderne de consommation? Vous dites que les maisons ne sont pas chères sur les réserves? C'est vrai, mais

saviez-vous qu'elles n'augmenteront jamais significativement de valeur n'ont plus! Vous dites que les *Indiens* ne payent pas de taxes? C'est vrai, en autant qu'ils restent sur la réserve. Savez-vous ce que sont les perspectives d'avenir sur une réserve?... Enfin plusieurs ont vu dans la signature de l'accord du lac Meech en 1987 une occasion manquée de terminer l'exercice de la définition de leurs droits. Et il y a eu Oka.

En 1996, les 440 recommandations de la commission royale sur les peuples autochtones n'ont pas suscité l'intérêt de nos gouvernements. Ces derniers s'en remettent plutôt aux tribunaux pour régler les conflits avec les premières nations. Des *plasters* sur une jambe de bois! Rappelez-vous les droits de pêche accordés à l'automne 1999... Pour le reste, les «Indiens» ont appris, comme les «Blancs», à profiter des failles du système...

What do Indians want?

Certains représentants des Premières Nations sont les premiers à admettre que leurs revendications semblent souvent contradictoires. Ainsi, la Convention de la Baie James a réduit la dépendance individuelle chez les Cris et les Inuit mais a consacré une dépendance collective qui, depuis, va en s'accroissant. En 1983, 80% de l'économie inuit du Québec reposait sur les dépenses gouvernementales c'est-à-dire à peu près 120 millions de dollars pour une population de 5500 personnes! L'écart entre les ressources nécessaires pour maintenir les conditions de vie auxquelles les autochtones du Nord ont droit et la valeur de ce qui est produit localement continue de s'accroître d'une année à l'autre. «*Devant une telle dépendance économique, les désirs d'autonomie prennent une couleur plus que symbolique. Les besoins d'argent et le désir de consommer s'élèvent tandis qu'un environnement dominé par les artifices publics décourage la volonté de production, l'esprit d'initiative et le désir d'une autosuffisance collective.*» (Jean-Jacques Simard, *Les structures contre la culture, Liberté*, août-octobre 1991). Bref, un maximum d'indépendance politique joint à la plus entière dépendance fiscale...

L'auteur ajoute qu'à l'échelle internationale, une polarisation simplificatrice oppose la civilisation moderne, individualiste, technologique aux cultures autochtones qui présentent ces dernières comme étant l'envers absolu, écologique, authentique, «naturel» de la modernité.

En réalité, poursuit-il, les autochtones sont subjectivement habités par la modernité de la même manière qu'ils l'habitent objectivement. Pour sauver leur identité collective et leur dignité, certains autochtones se croient forcés de tenir eux-mêmes un discours qui puise dans une nostalgie de la victimisation. Forme insidieuse d'aliénation coloniale qui condamne ces peuples à n'exister vraiment que dans la mesure où leur condition de victime est reconnue et confirmée dans le regard de l'Autre.

Reconnaître notre ignorance

Les Québécois francophones devraient être les mieux placés pour comprendre qu'on ne protège pas une culture comme on protège une espèce menacée. Jean-Jacques Simard poursuit: «*On pro-*

jette une identité comme une signature originale et créatrice sur le monde environnant, et non en essayant de l'isoler en lui construisant une cloche de verre artificielle, une serre juridique et administrative. Comparons: pour sauver la culture des Canadiens français au Québec, aurait-il fallu barder d'airain ses contreforts agraires, ses familles-souches, sa religiosité médiévale, ses «chefs spirituels» en soutanes et ses «mères de clan» aux vastes flancs pondeurs? Duplessis et les siens en étaient convaincus....»

Faut-il rappeler que plus de 45 millions d'Indiens peuplent actuellement les deux Amériques et qu'il faudrait donc amorcer une redéfinition élargie de toute la civilisation américaine qui, comme le précise Yves Sioui Durand, «*viendrait corriger l'intransigeance de l'histoire et créer une véritable perspective d'avenir pour la survie de l'humanité.*»

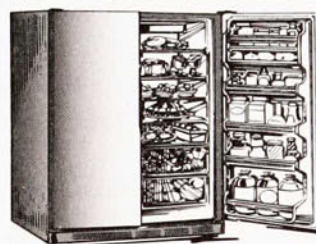
Malheureusement on ne connaît pas l'histoire des acteurs muets du passé. Denys Delâge, un des plus brillants historiens québécois, déplore que les étudiants en histoire n'aient plus d'avenir dans l'enseignement. «*C'est scandaleux. Il faut faire de la pédagogie pour enseigner. Quelqu'un de passionné par l'histoire ne peut pas enseigner l'histoire au primaire et au secondaire avec la réforme de l'éducation. Il faut dénoncer ça*» (Le Devoir, 27 juin 2000). Il ajoute: «*Pour donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais eue, il faut faire l'histoire des Indiens.*»

Indien, Amérindien et autochtone ...

A cet effet, je voudrais mentionner qu'au printemps 1980, Georges Emery Sioui Wendayete a écrit une lettre ironique adressée au premier ministre de l'Inde (Liberté #196-197) dans laquelle il exposait la situation paradoxale d'un peuple affublé d'un nom issu d'une méprise géographique. Les Blancs ont donné le nom d'Indiens aux habitants de ce continent parce qu'ils avaient la certitude d'avoir accosté aux Indes. L'auteur de la lettre note que depuis cinq cent ans, sa nation vit toujours affublé d'un faux nom. Par conséquent où que ce soit sur le continent, sa nation n'a pas le droit d'exister. Étant donné qu'il n'est pas un seul contemporain qui, entendant le mot Indien, ne pense d'abord à eux, il serait plus juste de désigner les habitants de l'Inde par un autre nom... L'essentiel sa demande est que l'Inde fasse le don officiel du nom Indien à une des plus vieilles nations de la Terre (et la plus récemment reconnue) mais qui est encore dépourvue de nom...

Faut bien commencer quelque part. 

L'ITINÉRAIRE A UN BESOIN URGENT
d'un RÉFRIGÉRATEUR COMMERCIAL



contactez
Denise English
au (514) 597-0238,
poste 32

À propos de justice canadienne

Jean-Sébastien Côté

Aujourd'hui, je ne parlerai qu'à la première personne. Je ne dévoilerai que mon expérience personnelle, mais je crois que ce que j'énoncerai ici, saura refléter une réalité qui n'est pas particulière, qui est vécue par bien des individus qui, comme moi, ne sont pas outillés convenablement pour affronter le monde de la justice. À quelques reprises, je me suis vu confronté aux systèmes judiciaires canadien et québécois et je dois admettre que, si on n'a pas de moyens financiers, la justice n'est pas si aveugle qu'on le prétend. Je dois, pour illustrer mon propos, vous raconter mon expérience avec la *Police Montée* albertaine.

En 1998 (j'avais à l'époque dix-sept petites années bien comptées), je travaillais comme plongeur dans un restaurant de la ville de Jasper. Étant par nature, ou par conditionnement, une personne qui a un penchant certain pour l'ivresse, je poursuivais mes déboires malsains dans ces splendides Montagnes Rocheuses. Un soir où deux amis et moi avions décidé de boire quelques bières et de fumer cette herbe que tout le monde fume mais que personne n'inhale, nous fûmes surpris en flagrant délit par monsieur O. Osborne. Non! Pas le chanteur rock! L'agent de la Gendarmerie Royale du Canada à Jasper. Imaginez! Avec une bière et un joint à peine roulé! Jubilant de plaisir, il m'appréhende avec un large sourire. Pas épris de justice, l'agent, mais de vengeance. Même si je ne l'ai pas mentionné, je suis parfois un brin arrogant avec un agent de la paix. Tandis que l'écume s'accumulait aux commissures de ses lèvres, il me passa les menottes. Je me retrouvai donc en cour devant un monsieur au gros marteau, une espèce d'anachronisme personnifié. La cause qui passait avant la mienne n'était pas bénigne: un vieux pédophile plaidait coupable à quelques chefs d'accusation relatifs à des agressions sexuelles. Le juge, considérant que l'accusé avait 74 ans, qu'il avait plaidé coupable et qu'il avait fait son service militaire, l'assigna à résidence pendant un an. Convaincu que je me trouvais devant une âme clémente, je m'approchai de la barre des accusés. «Que plaidez-vous? — Coupable. — Avez-vous quelque chose à ajouter? — Oui, j'aimerais, monsieur le juge, que vous considériez le fait que je travaille comme plongeur à 6,25\$ l'heure, que je suis mineur et que mon offense n'est pas des plus graves. — Je vous condamne à payer la somme de six cent soixante-cinq dollars. Et un mois pour payer. Toc! Toc! Toc! Au suivant!» Je fus étonné et découragé par cette sentence sévère qui m'obligeait, si je la respectais, à vivre un mois sur 325\$. Je décidai donc de fuir un jour avant la date fatidique.

L'été suivant, je reviens à Jasper. Deux jours après mon arrivée,

O. Osborne me reconnaît et m'arrête une deuxième fois. Il me menotte et, encore une fois, je me vois retourner devant l'excité du marteau. Cette fois-ci, j'ai décidé de faire montre de bonne volonté, j'ai proposé d'exécuter des travaux compensatoires. J'en ai eu pour mon rhume: il me donna 80 heures à faire en 30 jours. Je travaillais à temps plein, alors. Pour une seconde fois, je pris la poudre d'escampette à deux jours de mon arrestation.

Deux années s'étaient écoulées depuis cette expérience judiciaire et je savais qu'il y avait un mandat d'arrestation contre moi en Alberta. J'ai décidé de me repentir de mes actes *criminels*. Je fis alors transférer ma cause de Jasper vers Québec. Cela a pris six mois et je vivais depuis à Montréal. Je dus prendre deux jours de congé pour passer devant le juge le plus sévère de la ville de Québec, selon mon avocate de l'aide juridique. Il me condamna à 120 heures de travaux compensatoires et six mois pour m'exécuter. Mon expérience à *L'itinéraire* commença. Je fis mes 120 heures et, sincèrement, sans avoir *le nez brun*, je n'aurais pas pu mieux tomber. Séjour très agréable. Si vous avez quelques travaux compensatoires à faire, n'hésitez pas, le *Groupe Communautaire L'itinéraire* se fera un plaisir de vous faire repentir agréablement.

Au bout de ces six mois, tout heureux et avec la preuve de mon innocence retrouvée, je gambadais vers des aventures légales et enrichissantes. Avoir un mandat d'arrestation contre soi, c'est très désagréable même si ça se passe en Alberta. Je fis donc vérifier mon dossier par un agent de la paix. Après quelques recherches, il m'affirma que j'étais toujours sous mandat d'arrestation en Alberta. Un peu abattu, j'appellai mon agent de probation qui, après quelque hésitation, me dit que mon dossier ne s'était probablement pas rendu en Alberta et que je n'avais qu'à communiquer avec l'appareil judiciaire. J'ai donc appelé la police albertaine qui, ne sachant pas que me répondre, me conseilla d'appeler le tribunal de Jasper. Là, on me référa à la cour de Hinton. De là, on me renvoya à Jasper aux services correctionnels et, de leurs bureaux, on me redirigea vers Hinton. À Hinton, aucune réponse: seul un répondeur affirmait, d'une voix monotone, que le bureau n'était ouvert que le mercredi. Découragé, j'ai abandonné.

Je trouve ces façons dégradantes; j'ai pourtant payé ma dette, surtout que les articles auxquels se rapporte ma condamnation, sont plus que contestables. Je considère que je n'ai pas à subir le ridicule de la maison des fous des *Douze travaux d'Astérix*. Lorsqu'un individu se repent des actes qu'il a commis, il ne devrait pas devoir courir après sa rédemption... même Dieu est plus conséquent. Un système qui condamne, mais qui ne récompense pas la bonne conduite est un système défectueux, tout

suite page suivante ➤

Douze étapes vers la sobriété

Robert Beaupré

Le premier système des douze étapes a été instauré dans les années quarante par un groupe d'individus, laïcs et religieux, dans le but de venir en aide à des alcooliques en mal d'abstinence et de sobriété. La communauté des Alcooliques Anonymes établissait ses bases spirituelles. À vrai dire, les premiers utilisateurs de ce système, des alcooliques indécrottables, n'avaient plus aucun espoir de se sortir de ce mal qui détruit si efficacement le corps et l'âme. On peut dire qu'une des prémices à ce rétablissement passe justement par l'aveu d'impuissance devant l'alcool, devant le premier verre, pour parler en langage AA. Une autre prémice assure que la personne la plus habilitée à aider un alcoolique est un autre alcoolique. Plus tard, après que preuve est faite sur la grande efficacité de cette méthode, on l'appliqua à d'autres compulsions aussi destructrices, comme la consommation de drogues (NA), du sexe (SA). Elle a également été adaptée à des problèmes de comportement, telle la dépendance affective (DA), ainsi que pour régler des troubles comportementaux issus d'un milieu familial dysfonctionnel; enfant adulte né de famille dysfonctionnelle (EADA).


L'expérience prouve que le préalable essentiel à un rétablissement réel est de plier les genoux une fois pour toutes, d'abdiquer devant la dépendance, peu importe sa couleur: alcool, drogue, sexe, dépendance affective, compulsion alimentaire et quoi encore?


Dans la démarche que le toxicomane ou l'alcoolique entreprend afin de sauver sa peau, il entend parfois parler de Dieu. Alors les démons de son enfer personnel s'insurgent contre cette politique de l'abandon de la volonté personnelle au profit d'un principe de vie supérieur. Naturellement, pour nous qui avons une raison défectueuse dans plusieurs domaines (ce qui, soit-dit en passant, n'a rien à voir avec l'intelligence), il devient plus qu'essentiel de passer par la réalisation de cette perte de la raison. Un ami me racontait que durant les premiers temps de son abstinence, alors qu'il avait été libéré mystérieusement de l'obsession, il n'était pas tellement à l'aise avec le fait de ne plus avoir de désir compulsif envers les drogues.

«Pendant des années je me suis battu contre l'obsession de consommer, puis à un moment donné il m'a fallu demander, sans réserves, à une énergie spirituelle de venir à mon secours. À mon grand étonnement ma prière a été exaucée. Toutefois, je me suis retrouvé dépourvu de références dans un univers inconnu où il ne fallait plus me battre contre un tas de choses. J'étais inquiet.»

Même si nous ne changeons généralement que parce que nous sommes acculés au pied du mur, nous devons tout de même trouver le courage de poursuivre la route. Du fond de notre inconscient, le visage cramoisi d'un dieu anthropomorphe grimace et ce personnage de notre propre création, cet épouvantail nourri de notre imaginaire se dresse pour entraver notre démarche au-delà du connu.

Évidemment il n'est pas nécessaire d'entrer en religion, de fonder une nouvelle secte d'adorateurs du pied de biche ou même de retourner à nos religions d'origine. L'important, dans cette histoire, est de reconnaître que chacun d'entre nous, en tant qu'être humain isolé et fragilisé par des années de négligence et d'abus, ne peut plus continuer à carburer uniquement sur son pauvre pouvoir personnel qui, il faut bien le dire, n'est souvent qu'une façade pour se cacher, à soi et aux autres, son désespoir profond. À ce moment, il est possible de se connecter à des énergies spirituelles constructives et connaître autre chose que la satisfaction immédiate de désirs égoïstes.

La spiritualité ne fait pas de nous des saints, mais la vérité qu'elle nous fait découvrir sur nous-mêmes nous affranchit. Dans ce mouvement facilement identifiable aux plaques tectoniques, nous éprouvons parfois ces mouvements de la conscience qui nous réjouissent tant et nous font même éprouver une extase jusque là inconnue ou que nous croyions avoir perdue pour toujours. D'ailleurs l'extase n'est-elle pas ce qui donne un sens à notre vie? N'est-ce pas ce que nous avons recherché à travers les stupéfiants? Il est affirmé justement dans la littérature des 12 étapes que nous connaissons la paix. N'est-ce pas dans ce terreau fertile que le bonheur peut prendre racine? 

comme ces agents de la paix qui sont là pour vous arrêter, mais rarement pour vous protéger et vous servir (comme le clame le slogan du SPCUM). Nous sommes à l'ère de la communication, voire de la surcommunication, alors que dans le système judiciaire canadien, l'information ne se rend pas du Québec à l'Alberta. Ne peut-on pas, sans difficulté, communiquer avec un Allemand, un Russe, un Guadeloupéen, 24 heures sur 24? Alors, où est le problème? 



La Chorale de l'Accueil Bonneau

Information
pour nos concerts,
activités et nouveau CD
845-5666

<http://itineraire.educ.infinet.net/bonneau>

11^e anniversaire

Jean Pierre Lacroix

C'est en 1988 qu'un petit groupe d'alcooliques et de toxicomanes en réhabilitation ayant connu l'itinérance fondent le *Groupe communautaire L'itinéraire*, organisme à but non-lucratif. Aidé par quelques intervenants du Centre Préfontaine, le groupe d'entraide s'installe dans un 6 1/2 de la rue Dorion. Ainsi naissait le café-rencontre.

Toute personne vivant l'itinérance et la toxicomanie a un itinéraire quotidien pour survivre et un itinéraire à parcourir pour s'en sortir, d'où le nom *L'itinéraire*. Le groupe se distingue des autres organismes communautaires. Autogéré, son conseil d'administration est composé majoritairement de personnes ayant connu l'itinérance.

Au début, le Groupe met sur pied des programmes pour faciliter l'accès aux subventions de logements sociaux, mais les coupures gouvernementales obligent le groupe à se réorienter. Le café-rencontre s'installe dans un local plus grand, sur la rue Ontario, et devient rapidement un lieu de rencontre très fréquenté. Le *Café sur la rue* offre un lieu permettant de briser l'isolement et de socialiser.

En 1992, un stagiaire en travail social de l'UQAM propose un projet de journal qui serait la voix des sans voix. Les premières éditions étaient quelques pages photocopiées, distribuées gratuitement dans les points d'aide aux sans-abri. En 1993, le journal *La Presse* imprime gratuitement 3000 exemplaires de *L'itinéraire*. Tout s'est vendu en quatre jours. Le grand public demeure sensible

aux problèmes de la pauvreté, de l'itinérance et de l'exclusion.

Chaque mois, le journal rejoint 50,000 lecteurs.


En 1994, grâce à une subvention du gouvernement provincial, *L'itinéraire* devient le premier journal de rue au Québec vendu par des itinérants. En 1995, le journal devient mensuel. Différent des autres journaux de rue, la principale particularité du journal *L'itinéraire* est d'être un journal-école.

En 1996, un *Espace Internet* permet aux personnes à faible revenu d'utiliser quelques ordinateurs. Devenu rapidement populaire, et pour mieux répondre à la demande, l'*Espace Internet* a déménagé dans des locaux plus grands.

Le groupe a pris de l'expansion, employant plus d'une vingtaine de personnes, et est devenu une entreprise d'économie sociale. Le *Café sur la Rue* demeure toujours la porte d'entrée du groupe, ouvert à tous. Le journal a contribué à changer l'opinion publique en démystifiant l'itinérance et la pauvreté.

La réussite du *Groupe communautaire L'itinéraire* s'explique par l'application du principe de l'empowerment. C'est la capacité qu'a l'individu de se rapprocher ses pouvoirs, de se prendre en charge par lui-même.

Le groupe projette d'acquérir un immeuble pour obtenir sa pleine autonomie, et s'assurer d'une stabilité financière. Avec le désengagement de l'État, le groupe *L'itinéraire* doit s'orienter vers des citoyens corporatifs. Après dix ans, le groupe *L'itinéraire* est à un point tournant de son développement.

jplac@videotron.ca 



LES DÉPRIMÉS ANONYMES INC.

Notre organisme est à la recherche de bénévoles pour notre service d'écoute téléphonique. Nous offrons un formatin sur l'écoute active (15\$). Si vous avez le goût d'aider les personnes en détresse vous pouvez nous rejoindre au 278-2124

joindre nos luttes à celles des Amériques

www.cmm-csn.qc.ca
(514) 598-2021

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN  CSN

« Les Quêteux... Portrait d'un autre monde » Un livre qui peut changer vos perceptions

Jean Pierre Lacroix

L'itinéraire s'excuse pour le préjudice qu'aurait pu causer à André S. Fortin l'article «Le quêteux, le livre» publié dans notre édition d'octobre dernier. À cette fin nous vous présentons une entrevue avec l'auteur.

La mi-trentaine, grand, passionné, l'œil vif, de la confiance à revendre, le verbe facile et abondant... André S. Fortin a plutôt l'allure d'un jeune entrepreneur que d'un ex-toxicomane « séropauvre ». L'auteur du livre «Les quêteux... portrait d'un autre monde» sait de quoi il parle: il a vécu l'enfer de la drogue et été en désintoxication, a connu l'itinérance, a couché à la Maison du Père, a mendié pour survivre et a mendié pour vivre.

André S. Fortin a exercé plusieurs métiers, mais il est avant tout écrivain dans l'âme. Il a écrit les paroles de l'album *Moi de François Jean*. «*Les quêteux... portrait d'un autre monde*», son troisième livre, raconte son expérience de la rue. Il le dédie à ses clients et aux autres quêteux.

L'auteur, sidéen, écrit: «*La dépression, le rejet et la solitude m'ont poussé dans la rue pour remplacer cette famille que je n'ai jamais pu retrouver. Non, je ne suis pas là que pour l'argent et aujourd'hui si tu me donnes, tu me donnes aussi de l'amour et de la compassion dans un monde sans pitié pour les malades et les non-productifs... et où l'argent prime sur tout.*»

André S. Fortin l'affirme: «*On ne quête pas par plaisir, mais par besoin. C'est un moyen de survie. La quête est un processus de réinsertion. On sort de la marginalisation quand on devient le quêteux connu du coin de la rue.*»

André S. Fortin se définit comme «animateur de rue» qui joue un rôle social important. Il affirme être l'ambassadeur du commerce devant lequel il mendie. «Des gens me disaient: on vient faire nos emplettes ici à cause de ton sourire!»

L'idée du livre lui est venue à la suite d'un été passé à mendier. «*Je cherchais un sujet pour mon prochain livre, confie-t-il, et je me suis rappelé que mon père me disait: "André si tu veux devenir un écrivain, parles de ce que tu sais, de ce que tu connais." Je connaissais bien la rue, j'étais expérimenté dans la quête.*» Pour ne pas avoir un point de vue unique, l'auteur a inclus le témoignage de dix autres quêteux du Plateau Mont-Royal. «*Le contenu du livre est rigoureusement authentique: pas de balivernes, pas de mensonges, pas d'exagération. Ce n'est pas un roman. J'y explique les problèmes de la mendicité, les causes et les solutions pour contrer la misère.*»

André S. Fortin est un homme charismatique, professionnel. «*Je quêtai toujours de 9 heures à midi au même endroit. J'étais constant. J'avais une clientèle d'habitues, d'amis. Un peu comme une famille reconstituée*», affirme-t-il. Quand on est le quêteux le plus

connu du Plateau, on risque de faire parler de soi, et c'est ce qui est arrivé. «*Passer à l'émission d'Arcand à TVA m'a donné un sérieux coup de pouce, confie le dynamique jeune homme. Du coup, un million de personnes me connaissent!*»

Écrire un livre est un long processus, le publier est une aventure en soi. Son manuscrit refusé par un éditeur, André S. Fortin décida de s'autoéditer, de ne publier que la page couverture et de l'offrir en prévente à 20\$ en garantissant le livre au lancement. Trois cents personnes lui ont fait confiance! «*Le 15 août, au lancement du livre, je faisais la page deux du Journal de Montréal. Mon rêve devenait réalité.*»

«*Ce livre est unique, c'est le seul à raconter la mendicité vu de l'intérieur, précise l'auteur. Ce livre m'a aussi donné la reconnaissance artistique que je cherchais.*» C'est un des rares livres publiés à compte d'auteur et facilement disponible en librairie. L'auteur est le porte-parole de la *Maison d'Herelle*, organisme d'aide aux sidéens, auquel il donne 1\$ pour chaque exemplaire vendu. Grâce à une entente avec Distribution Raffin, son livre est distribué dans trois cents librairies à travers le Québec.

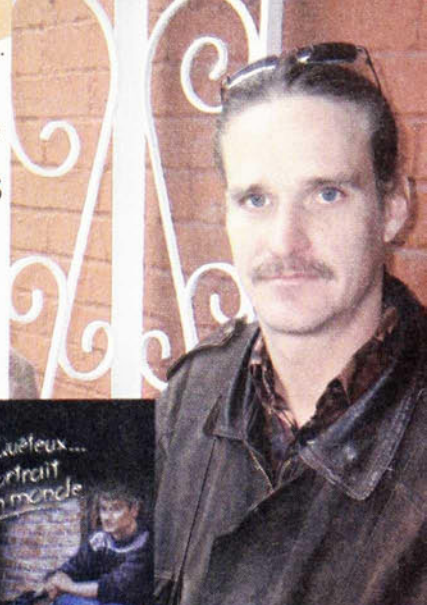
À ce jour, mille exemplaires ont été vendus et une réédition, toujours à compte d'auteur, sera disponible en novembre. Un succès sans contredit. «*La moyenne pour un auteur québécois est trois cents exemplaires par année, confirme André S. Fortin. J'ai en vendu mille en un mois!*»

André S. Fortin est en train d'écrire un autre livre: «*Sida, une longue marche vers la vie*», dont la sortie est prévue pour le printemps 2002.

Le succès ne lui monte pas à la tête, mais la notoriété a des effets heureux. «*Je n'avais pas parlé à ma mère, mes frères, mes tantes depuis 8 ans. Ils sont tous venus me voir au coin de la rue confesse ce survivant des années 2000. Je ne serai plus jamais dans la rue, j'ai retrouvé ma famille. Ça, c'est bien meilleur que le livre! Je vois maintenant ma mère tous les dimanches.*»

Un livre éclairant pour découvrir et comprendre cet univers. Bonne lecture!

jplac@videotron.ca 



Stratégie de lutte à la pauvreté

On attend beaucoup des consultations nationales



Jean-Pierre Béliveau

Suite à ma démarche entreprise le mois passé, mes recherches m'ont amené aux mécanismes qui ont donné naissance à cette vaste consultation pour développer *Une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté*. Cet article traitera du travail immense fait par le *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté* et sur l'opinion qu'on s'en fait. Il y aura aussi la démarche gouvernementale faite en collaboration avec les Conseils régionaux de développement (CRD).

Dans le cadre de la première décennie des Nations Unies sur l'élimination de la pauvreté 1997, le *Carrefour de pastorale en monde ouvrier* (CAPMO) lance l'idée et fait l'ébauche d'un projet de loi sur l'élimination de la pauvreté. L'idée d'une loi-cadre s'appuie sur l'intuition de base de la *Marche des femmes*. Cette ébauche devient une bonne base de discussion donnant lieu à la naissance en 1998 du *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté*. Ce regroupement multisectoriel, qui réunissait dix organisations au départ, en compte maintenant 22. De la consultation et des commentaires de 5000 personnes, débouche la première version du projet de loi à l'été 1999. Cette proposition est examinée au cours de 200 sessions parlementaires populaires. Fort de 200 rapports et assisté par un professeur de droit spécialisé

Naissance et histoire du Collectif.

dans la rédaction des lois, le Collectif entérine la version finale de sa proposition de loi. Pendant tout ce temps, une pétition appuyant ce projet de loi circule à travers la population. Avec 215,307 signatures, cette pétition est déposée à l'Assemblée nationale le 22 novembre 2000. Fait inusité, ce sont trois députés de formations politiques rivales qui font un dépôt conjoint. Une motion pour adopter ce projet de loi est déposée à l'Assemblée nationale. Cette motion est amendée et diluée pour devenir la demande d'une stratégie globale de lutte à la pauvreté s'inspirant de quelques principes du Collectif. Voilà d'où provient cette vaste consultation que s'apprête à faire le gouvernement provincial.

Pour en savoir plus sur le Collectif: <http://www.pauvrete.qc.ca/>

Ne laissez personne de côté!

Ce document du gouvernement du Québec paru en juin dernier se veut un outil de réflexion qui servira de base aux consultations qui se dérouleront dans toutes les régions du Québec, où les individus et les organisations intéressés pourront être entendus pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte à la pauvreté.

Il vise à dresser un portrait des caractéristiques de la pauvreté dans chacune des régions du Québec. Pour marquer la priorité du gouvernement à cet égard, même le recours à des instruments législatifs (lois) est envisagé. Selon le Conseil des affaires sociales, «*Une croissance économique qui se fait sans viser à fournir à tous ceux qui le peuvent une chance égale de participer à l'augmentation de la richesse collective risque tôt ou tard, d'hypothéquer son propre processus de croissance*».

Le document *Ne laissez personne de côté!* décrit la pauvreté comme une privation de choix et d'occasions lesquels permettraient aux individus de mener une vie décente; d'où la nécessité de donner à ceux qui la vivent, l'accès à l'emploi, aux études et aux compétences, au logement, à la culture, etc.



Les Œuvres de la Maison du Père
550, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) H2L 2L3
Tél.: (514) 845-0168
Fax: (514) 845-2108
Centre d'accueil pour hommes de 25 ans et plus.



Téléphone: 514.524.5713
Télécopieur: 514.524.2101

Suzanne Chabot
suzanne.chabot @sympatico.ca

GROUPES POPULAIRES, COMMUNAUTAIRES ET FÉMINISTES, SYNDICATS, ORGANISATIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE, ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES, ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF ET COOPÉRATIVES:

DES SERVICES TAILLÉS SUR MESURE ET BASÉS SUR LE PARTAGE DES MÊMES VALEURS...

JUSTICE, ÉQUITÉ, ENTRAIDE, SOLIDARITÉ, PARTAGE DE LA RICHESSE COLLECTIVE, DÉFENSE DES DROITS FONDAMENTAUX

Plus de vingt ans d'expérience de travail et de militantisme dans le milieu syndical, populaire et féministe

POPCOMM... pour des services de valeur!

Il s'appuie sur la conviction profonde que le Québec a besoin de tout le monde pour continuer à se développer. Cela souligne l'importance de la création d'une nouvelle synergie entre le développement économique et le développement social.

Il souligne qu'il faut examiner les moyens de soutenir les revenus de travailleuses et travailleurs à faible revenu afin qu'il leur soit de moins en moins possible d'être pauvres même en travaillant. Il invite les régions à se mobiliser pour définir les actions prioritaires qui feront reculer la pauvreté et trouver les moyens adéquats pour créer un environnement stimulant et soutenir leurs actions. Ceci présente un défi de taille.

Cette consultation se fera par le biais des CRD de chaque région. Pour la région de Montréal, la consultation des organismes intéressés se fera sur une période de trois semaines. Le mandat est confié au *Conseil régional de développement de l'île de Montréal* (CRDiM). Le Forum régional sur le développement social recueillera les données, tant quantitatives que qualitatives, pour de brosser un portrait nuancé et ciblé de notre territoire. Il validera les orientations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Il fera émerger des consensus ou des recommandations quant aux priorités régionales. Il fera la synthèse des consultations et la remettra au conseil d'administration du CRDiM. Lors d'une rencontre en novembre, une délégation ministérielle prendra connaissance des résultats des consultations. Une stratégie nationale de lutte à la pauvreté sera adoptée au début de 2002 et cela devra se refléter dans le prochain budget du gouvernement du Québec.

Pour en savoir plus: <http://www.mess.gouv.qc.ca/>

Opinion d'un représentant du Collectif.

La découverte du travail déjà entrepris par le Collectif m'a impressionné car il n'est pas évident de prendre conscience d'un problème quand on le vit soi-même quotidiennement. J'ai donc décidé d'avoir les réactions de ceux qui ont initié cette démarche au gouvernement. Je suis allé rencontrer le relayeur du Collectif pour la région de Montréal, monsieur Patrick Alleyn.

Voici ses propos: *«L'idée d'une loi pour l'élimination de la pauvreté est né lorsque le gouvernement s'est donné une loi cadre pour éliminer le déficit. Le déficit c'était la priorité des priorités. On s'est dit que cela n'avait pas de sens. Il faut faire de la pauvreté une priorité du même ordre.»*

Le mouvement a pris une telle ampleur qu'elle a poussé le gouvernement, du moins au niveau du discours, à faire, de la lutte à la pauvreté, une question de première importance. Au niveau monétaire, il n'y a eu presque aucun changement jusqu'à présent. Mais au niveau du discours, autant Lucien Bouchard, quand il était premier ministre, que son successeur Bernard Landry ont repris le discours de lutte à la pauvreté.

Monsieur Alleyn rappelle les déclarations de Bernard Landry. *«Il a dit: «Le prochain budget sera un budget sous l'enseigne de la lutte à la pauvreté.» Ensuite, il a dit: «On va se doter d'une stratégie de*

*lutte à la pauvreté qui va être révolutionnaire.» Avant le dépôt du budget, quand il a été assermenté comme premier ministre, il avait pourtant affirmé: «La lutte à la pauvreté, je vais en faire une obsession personnelle.» Cela a été comme on peut dire, ses trois grandes phrases clés, dès qu'il a pris le pouvoir comme premier ministre. Il y a là une victoire même si elle ne s'est pas traduite encore par des gestes.»*D'une question qui était secondaire pour les gouvernements depuis une dizaine d'années, la pauvreté est devenue une question majeure sur la place publique. On considère la *Marche des femmes* et le *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté* ont amorcé cette lutte salutaire.

Le *Collectif pour l'élimination de la pauvreté* est un regroupement national à l'échelle du Québec.

Pour ce qui est des consultations du CRD, le Collectif a été reconnu comme un groupe important. Il a demandé à être présent dans la délégation qui va rencontrer la ministre et le CRD semblait ouvert à cela: preuve que le Collectif a une crédibilité et est reconnu.

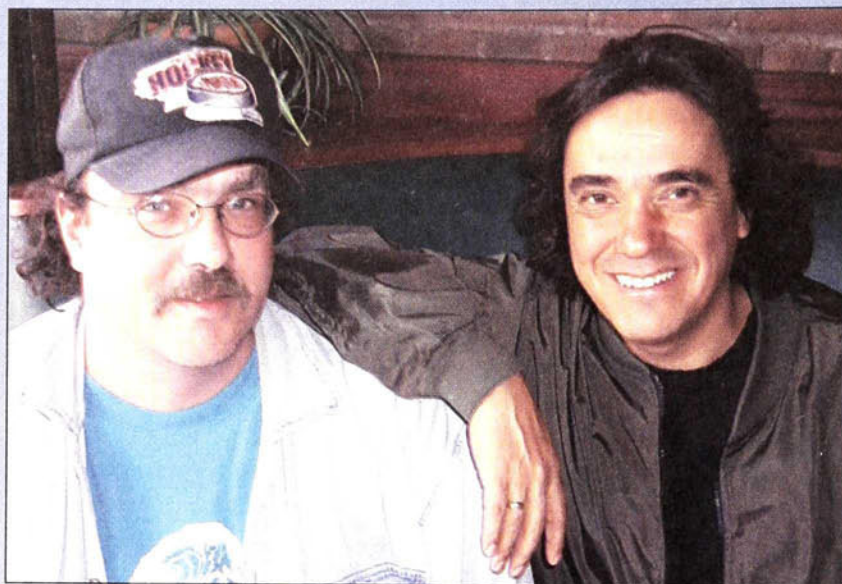
Selon Patrick Alleyn, le Collectif attend beaucoup des consultations qui vont avoir lieu.

«Il faut faire ressortir que la lutte à la pauvreté, ça prend d'abord une amélioration importante des politiques sociales au Québec, au niveau national. L'aide sociale, augmentez les prestations. Arrêtez les coupures qui font que des personnes peuvent se retrouver avec 200\$ et même 150\$ par mois. On appelle cela le barème plancher. Revenir à la gratuité des médicaments. On fait déjà payer aux personnes sur la sécurité du revenu qui ont un chèque dérisoire, une franchise pour les médicaments. Revenir à une politique de logement social qui a de la substance; 8000 logements par année pourraient aider à régler la crise du logement qu'il y a eu cette année et qui va en s'aggravant. Une des sources de la pauvreté, c'est le revenu inadéquat; la seconde, c'est le logement. Ensuite les politiques de travail et le salaire minimum. Le gouvernement nous encourage à retourner sur le marché du travail. Tu travailles au salaire minimum mais t'es pauvre et à plus forte raison si tu es soutien familial.»

Le Collectif veut dire aux groupes locaux de ne pas oublier de parler des politiques globales de lutte à la pauvreté. *«Globalement ce qui est commun à ceux qui la vivent; c'est qu'il y a un problème à la sécurité du revenu, le chèque est trop bas, coupé depuis dix ans. Il n'y a pas eu d'indexation au coût de la vie. En 1988, le montant pour une personne seule était de 517\$ par mois. Alors qu'aujourd'hui en 2001, treize ans plus tard, le montant est de 522\$ par mois, TVQ incluse et si on l'enlève, ça donne un montant de 501\$ par mois, alors que les aliments, l'électricité, le logement, etc. ont augmenté. Donc ces gens-là se sont appauvris. La démarche du gouvernement consiste à cibler des problèmes locaux de même qu'une certaine clientèle. C'est ce que l'on appelle du bouchage de trous. Nous, le Collectif, qu'est-ce que l'on dit? C'est beau mais il faut agir aux deux niveaux: national et régional: deux axes complémentaires,»* conclut Patrick Alleyn.

beliveaujp@care2.com 

Entretien avec les frères Volant



Robert Dion,
camelot rue St-Denis

Florent Volant, anciennement du duo Kashtin, ainsi que son frère Raoul, traducteur et personne ressource pour les questions autochtones nous ont rencontré pour parler de ce que vivent les autochtones qui arrivent à Montréal. C'était curieux de les voir tous les deux se taquiner fraternellement en innu, leur langue d'origine. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que les deux sympathiques Amérindiens ont accepté de venir nous parler de leur origine, de leur adaptation en tant qu'autochtone, de leur fierté et de leur espoir en l'avenir.



Photos : Jean-Pierre Lacroix

Raoul Volant

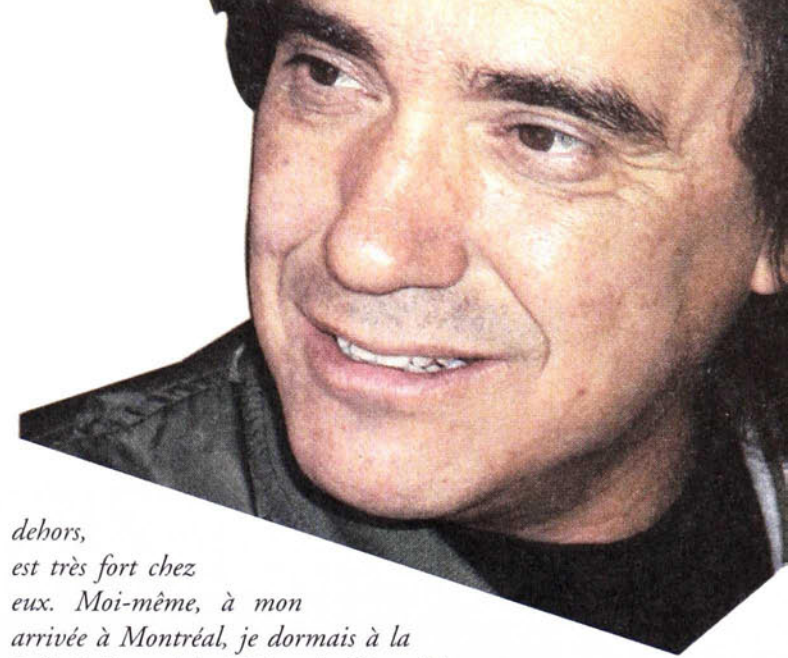
«Pendant plusieurs générations, nos ancêtres ont occupé les abords du lac Wabush au Labrador, le long du 55^e parallèle, déclare Florent Volant. Là-bas il ne fait pas froid, «y fait frette!». C'est là que nous sommes venus au monde. C'était le territoire de chasse et de pêche de notre clan, c'est-à-dire de ma famille élargie: mes parents, mes grands parents, mes oncles, mes tantes.» Dans les années 60, avec la bénédiction des gouvernements, une compagnie minière a commencé à prospecter sur leur territoire. Au début, les membres du clan ont servi de guides pour les prospecteurs. Peu à peu, la mine s'est installée, les chassant de leur territoire. Le lac a été empoisonné par les rejets toxiques de la mine. Les responsables américains de la mine ont délogé les habitants en rasant leurs maisons. «Nous nous sommes

retrouvés à Sept-Îles, dans le village de Maliutenam. Ce fut carrément une déportation, au même titre que celle des Acadiens, avance Florent Volant. À ce moment-là, nous n'étions pas conscients du sort qui nous attendait. Les autorités religieuses réussirent à convaincre nos parents que nous, les enfants, n'aurions plus jamais faim ou froid et que nous aurions une bonne instruction, s'ils acceptaient de nous placer dans un pensionnat.» C'était le début de l'institutionnalisation des Amérindiens qui s'organisait partout au pays. «Nous n'étions pas réellement conscients de ce qui nous arrivait, mais l'objectif était l'assimilation des populations amérindiennes», poursuit-il.

Comme l'explique Raoul, «C'est à cette époque que le militantisme a pris naissance. J'étais plutôt rebelle à l'époque. Sans être agressif, comme de nombreux pensionnaires, j'ai appris à survivre pour conserver ma langue, ma culture et ma religion. Nous avons appris que d'autres nations, ailleurs au Canada, subissaient le même sort que nous. Savoir que d'autres vivaient la même chose que nous, nous aidait à développer notre instinct de survie.» Au début des années 70, les manifestations et les revendications commencent à prendre de l'ampleur. Le plus médiatisé des conflits a sans aucun doute été celui qui a opposé les Cris de la Baie James à la Société de développement de la Baie James, et ce fut le début d'un nouveau genre d'exode: des autochtones émigraient dans les grandes villes.

Les étudiants se sont installés les premiers, ceux qui, autrefois, étudiaient dans les pensionnats et qui voulaient poursuivre leurs études à l'université. D'autres venaient pour vagabonder, mais ils étaient peu nombreux. «On venait pour voir comment ça se passait dans ces grands villages, précise Raoul. C'est le goût de l'aventure qui m'a mené à Montréal, la curiosité, l'envie de connaître une nouvelle culture.» Pour Florent, c'est la passion de la musique qui l'a attiré à la ville. «J'ai dû m'y résigner, admet-il. Je devais y vivre pour avoir un accès plus facile à des studios de musique.» Les deux sont d'accord pour dire que l'adaptation n'a pas été facile. Le bruit, les gratte-ciel, la foule, le stress, leur faisaient peur. «Nous étions seuls dans cette grande ville. Au début, je me contentais de me rendre au studio et de retourner chez moi. Mais, peu à peu, je m'y suis senti chez moi. Après tout, autrefois, l'île de Montréal était un territoire autochtone. Le béton et l'asphalte ne m'appartiennent pas, mais le reste me convient», confirme l'artiste.

Pour d'autres, l'adaptation se fera plus difficilement. Plusieurs, vivant en nomade depuis leur enfance, voient leur instinct reprendre le dessus. Raoul en témoigne: «Souvent j'en vois qui couchent dans le parc pendant l'été et même en automne. Ce besoin d'être près de la nature, d'être




dehors, est très fort chez eux. Moi-même, à mon arrivée à Montréal, je dormais à la belle étoile ou à la Maison du Père.» D'autres tomberont dans le cercle vicieux de l'alcoolisme ou de la toxicomanie. Ceux qui ne trouvent pas le moyen de se sentir bien en ville retourneront dans leur village natal.

Souvent, la nostalgie de leur village et de leur culture revient leur rappeler leur origine. Pour se soutenir lors de ces moments, il se réunissent et s'offrent un festin entre membres de leur clan, lorsqu'ils reçoivent de la viande de caribou, de l'outarde ou du saumon de leur village natal. Certains, plus chanceux, visitent assez régulièrement leur village y rencontrant famille et amis.

Depuis quelques années, dans plusieurs grandes villes du Canada, des organismes de rassemblement pour les autochtones ont vu le jour. À Montréal, c'est le *Centre d'amitié autochtone* qui se charge d'accueillir les nouveaux venus et de maintenir une certaine solidarité entre eux. C'est un pôle urbain pour la communauté autochtone. Pour Florent et Raoul, Montréal demeure une ville très accueillante pour les gens de toutes les origines ethniques.

Dans un ville multiethnique comme Montréal, la communication entre les peuples devient plus facile, surtout par le biais par des arts: musique, poésie ou sculpture. Ambassadeur de sa culture, Florent est perçu comme un héros dans son village. Les gens l'arrêtent et le félicitent sur sa carrière. Il a même fait construire un studio d'enregistrement dans son village natal et permet à la relève de s'épanouir. Il se sent proche de sa communauté, au même titre que Raoul. Les deux envisagent de retourner finir leurs jours parmi les leurs mais, entre-temps, ils contribuent, chacun à leur manière, au rapprochement entre les générations et entre les peuples.

robertdion2000@hotmail.com 

La septième génération



Gopesa Paquette
Adjoint à la rédaction

Il y a sept générations, des sages ont prédit que les jeunes d'aujourd'hui assureraient le renouveau culturel des Premières Nations.

Rick vit à Montréal depuis quatre ans. Quatre années loin d'Arctic Bay, dans le Grand Nord canadien, où il est né et rêve de retourner. Mais le trajet aller simple coûte plus de 700\$, une somme énorme pour le jeune homme. Son séjour dans la métropole est un exil: il est déraciné de sa terre et coupé de sa culture. «*Le plus dur, affirme-t-il, c'est d'être séparé de ma nation et de ne pas pouvoir la connaître.*» Rick est moitié Inuit, moitié Mohawk, élevé par des parents adoptifs et séparé de son père par une mère alcoolique qui l'a amené ici, en ville. Depuis, son père est mort. Celui qui, selon Rick, le traitait comme un prince. «*Personne n'était traité comme je l'étais par mon père, se souvient-il. C'était un homme aimé et respecté, mais maintenant je ne pourrai plus le revoir.*»

Même si le cas de Rick est particulier, il illustre bien le déchirement que vivent beaucoup de jeunes autochtones. Ils se retrouvent en ville et veulent renouer avec leur culture, racines sans lesquelles il leur est impossible de grandir. Une telle coupure avec son héritage culturel peut gravement handicaper tout jeune, autochtone ou non, dans sa quête identitaire. «*C'est certain qu'un jeune qui a été totalement coupé de sa culture aura plus de chance d'avoir des problèmes de drogues ou d'alcool,* affirme Oronhya GrosLouis, conseil-

lère au Centre Inter-Bande des jeunes de Montréal. *Ce sont de tels problèmes qui font se perpétuer le cycle destructeur dans lequel sont prises certaines familles: parents alcooliques, enfants alcooliques.*» Oronhya côtoie des jeunes de toutes les nations, qui viennent de tous les milieux. Certains, comme Rick, ont un passé lourd qui leur demande de grandes forces pour aspirer à une certaine harmonie personnelle. D'autres pourraient facilement être confondus avec n'importe lequel jeune Québécois, français, haïtien ou russe. Des jeunes qui se cherchent une place dans leur entourage, mais aussi dans leur propre cœur.

«*C'est important pour moi d'être avec d'autres autochtones,* dit-il. *Même s'il ne sont pas de la même nation que moi, nous vivons tous des situations semblables,*», souligne Chris qui fréquente le Centre depuis quelques mois. À son arrivée à Montréal, sa sœur lui avait indiqué qu'il y trouverait d'autres jeunes autochtones. Ici, il peut en apprendre sur les traditions de son peuple ainsi que sur celles des autres nations qui sont présentes au



Le centre des jeunes est situé au sous-sol du Centre d'amitié autochtone.

Centre. «*La plus grande partie de notre travail au Centre se fait sur la culture,* rappelle Oronhya. *C'est très important pour les jeunes ici.*» Cris, Innus et Inuit ne partagent pas tous les mêmes traditions, mais les jeunes s'accordent pour trouver des ressemblances qui leur permettent de partir d'une base commune et de partager leurs cultures respectives.



Députée de Mercier
Nathalie Rochefort



1012, rue Mont-Royal est
Bureau 102
Montréal (Québec) H2J 1X6
Tél.: (514) 521-NATH (6284)
Télécopieur: (514) 521-0147
nrochefort@assnat.qc.ca



CHAMBRE DES COMMUNES



Bernard Bigras

Député de Rosemont

2105, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)
H2G 1M5
Tél.: (514) 729-5342
Télécopieur: (514) 729-5875



PHOTOS : Jean-Pierre Lacroix

À extrême gauche: Darleen Wapachee, coordinatrice et à l'extrême droite Oronhya Gros-Louis, conseillère auprès des jeunes du centre.

Delbert Samson affirme que c'est le vide spirituel qui pousse plusieurs jeunes dans un mode de vie destructeur qui peut les mener à la rue, qu'ils soient Amérindiens ou non. Delbert est l'aîné, l'«elder». C'est lui qui a fait les quatre cents coups et qui en est sorti grandi et qui peut à présent servir de modèle aux jeunes. «Il a vécu beaucoup de choses dures, souligne Rick, et son expérience m'aide à trouver la force de travailler sur moi-même.» Delbert dirige des ateliers de contes où les jeunes content leurs propres vies. Ils puisent dans les expériences de leurs semblables pour s'aider eux-mêmes. «Ici on ne veut pas décourager un comportement, explique-t-il, nous croyons à l'encouragement pour que les gens apprennent à partir de leurs propres comportements. Lorsqu'un jeune sera tenté d'aller fêter, il pensera à sa dernière expérience du genre et se dira peut-être que ça n'avait pas valu la peine de se soûler pour s'amuser.» Delbert tente de leur faire développer le réflexe de toujours penser aux conséquences de ce qu'ils s'apprentent à faire avant de passer aux actes. «C'est très important de penser à la prochaine génération, de voir quelles conséquences auront les gestes que l'on pose aujourd'hui. Mais il faut aussi prendre en compte l'effet de nos actions sur notre entourage. Parfois, le simple fait de voir quelqu'un commettre un geste irréfléchi nous affecte. Si le mari frustré gifle sa

femme, celle-ci giflera l'enfant qui à son tour frappera le chien. Ce sont de telles choses que l'on peut éviter si on pense aux conséquences de ses actes.»

Il est certain que les jeunes ne se précipitent pas à ces rencontres, même que Delbert avoue que la participation est plutôt faible. «Pour l'instant, ils ont d'autres préoccupations, dit-il, d'autres choses à vivre.» Mais certains, comme Rick, y puisent une force qui leur permet de grandir alors qu'ils sont loin de leurs terres dans le milieu hostile de la ville. «Delbert m'aide à connaître ma culture ainsi que la spiritualité qui en est une partie importante. Il m'aide à être moi-même.»

Toutefois, certains jeunes s'ennuient dans les communautés des réserves et tiennent à vivre l'effervescence de la ville. «Ici (en ville), il se passe toujours quelque chose, dit Chris. C'est pas comme d'où je viens, où tout ce qu'il y a à faire c'est aller dans le bois.» Mais malgré cette envie d'être dans le feu de l'action, Chris tient à retourner dans la réserve qui l'a vu naître, histoire de voir d'où il vient.

Pour d'autres comme Rick, la vie en ville est un exil imposé et éprouvant. L'appui qu'il trouve au Centre lui semble essentiel afin de vivre une vie équilibrée. Le simple fait de côtoyer ses semblables lui est thérapeutique. Donovan, qui fréquente le Centre depuis quelques mois, estime que l'appui que les jeunes en difficulté trouvent au Centre, ainsi que la fraternisation qui y a lieu sont des atouts précieux pour tous. «Un jeune qui a des problèmes peut venir ici et trouver des gens à qui parler, affirme-t-il. Soit un autre jeune, soit Oronhya, la conseillère, soit l'aîné, Delbert.»

Même avec la fraternisation bénéfique qui a lieu au Centre, plusieurs souhaitent retourner dans leurs communautés pour vivre plus près de leur culture. Donovan se souvient avec fierté du temps qu'il a passé sur la ligne de la trappe, une expérience qui lui a permis d'apprendre comment vivre de la Terre. «C'est ce que je veux, annonce-t-il, déterminé, aller vivre de la Terre.»

gopesa@care2.com 

**427, rue de la Commune Est
Montréal (Québec)
H2Y 1J4**

ab
Accueil Bonneau Inc.

Téléphone: (514) 845-3906
Télécopieur: (514) 845-7019

Transcal Québec

Service de Formation Internet à Domicile

Sylvain Tremblay

342, rue Jubinville, Laval H7G 3E2
Téléphone: (450) 663-7009 • Fax: (450) 663-1760
Courriel: info@transcal.qc.ca
Internet: www.transcal.qc.ca

L'itinérance amérindienne

D'un lac à l'autre, d'une ville à l'autre



Pierre Demers

Les Amérindiens ne sont pas des itinérants comme les autres. Même le mot les fait tiquer. Quand j'ai demandé à Crazy Horse, un autochtone de 41 ans originaire d'une réserve de la Côte Nord, présentement sans abri, s'il se considérait comme itinérant, il m'a répondu sans détour. «Moi, je ne suis pas un itinérant. Je suis un nomade, comme mes ancêtres. Mon père allait de lac en lac, moi je vais de ville en ville. C'est la différence entre lui et moi.» Les Amérindiens ne sont pas des itinérants comme les autres. Ils transportent leur culture avec eux et s'isolent des autres sans-abri de la ville. Ils transportent aussi les préjugés que les autres ont fait circuler à leur endroit.

Crazy Horse, que j'ai rencontré au *Centre d'amitié autochtone de Montréal*, angle St-Laurent et Ontario, vit en nomade dans les rues de Montréal et sur les routes du Québec depuis vingt ans. Le plus souvent, quand il est en ville durant la saison estivale, il se tient avec un *chum* amérindien. Il se mêle rarement aux autres itinérants et fréquente peu les refuges et les soupes populaires. *«J'aime pas dormir à Old Brewery Mission, ça ronfle trop fort et ça pue. On se fait voler ses affaires et tout le monde se méfie les uns des autres. L'été en ville, je préfère dormir dehors. Hier soir, par exemple, j'ai pris mon sac de couchage et je suis allé dormir sur le Mont-Royal dans le bois. Il faisait doux, on était bien. L'hiver, je retourne chez moi ou dans les réserves, où j'ai de nombreux amis. Moi, je suis nomade, je n'aime pas rester en place. Je ne suis pas un itinérant. La seule place où je me sens bien, c'est ici au Centre.»*

Quand je veux lui parler des préjugés qui courent sur les Indiens, il se rappelle la remarque d'un itinérant noir rencontré un jour dans la rue qui lui demandait où il mettait tout l'argent qu'il recevait des divers gouvernements. *«Les gens pensent qu'on est tous riches. Ils pensent que les Indiens profitent du système.»*

Une réserve à l'intérieur de la ville

Crazy Horse, son ami et d'autres aussi, je les ai rencontrés dans un refuge unique, situé rue Saint-Laurent, le *Centre d'amitié autochtone de Montréal*. Ce Centre, existe depuis plus de 25 ans à Montréal (depuis 5 ans coin St-Laurent-Ontario), offre divers services aux Indiens, Inuit et Métis démunis. Du lundi au vendredi, on peut y prendre un repas chaud le midi et des animatrices s'occupent de la nombreuse clientèle qui fréquente ce Centre. Quand vous y entrez, ce qui frappe, ce sont les tableaux et les cartes colorés sur les murs et les nombreux objets d'artisanat exposés partout. Quand j'y suis allé rencontrer Deborah Cooper, l'agent de relations humaines qui s'occupe particulièrement des

itinérants, j'ai remarqué sur une table près de la télé les restes d'une truite de mer séchée, que chacun mangeait à sa façon, sans doute comme croustille... La cuisine est ouverte, à la vue, dans le milieu de la pièce et les gens s'installent partout, comme dans une grande tente.

Beaucoup de femmes avec des enfants se retrouvent régulièrement au Centre et, évidemment, des itinérants qui arrivent des régions pour vivre à Montréal un certain temps. Deborah Cooper travaille depuis cinq ans dans ce carrefour amérindien. Elle connaît bien celles et ceux qui le fréquentent. Elle-même a profité de cette expérience pour redécouvrir sa propre culture indienne dont elle avait été éloignée très jeune. Elle admet également avoir connu, comme de nombreux Amérindiens, des problèmes d'alcoolisme et elle peut partager plus intimement avec eux cette détresse qui semble caractériser le mal de vivre de ses frères et sœurs: mal de vivre qui les conduit à la rue plus souvent qu'à leur tour.

«On dit qu'ici c'est une sorte de réserve à l'intérieur de Montréal, d'autres croient qu'on est l'ambassade des Amérindiens... Les autochtones qui viennent y chercher réconfort et amitié quittent souvent leur réserve parce qu'ils ne peuvent plus y respirer à cause de la violence, de l'alcoolisme et de la signification même rattachée à l'idée de réserve. Ils ont besoin de plus de liberté, ils ont besoin d'aller voir ailleurs, de découvrir un autre monde que le leur: ils y étouffent. Mais, quand ils arrivent dans une ville comme Montréal, ils perdent leur sentiment d'appartenance. Ils recherchent ce qui les identifie d'emblée, soit leur culture. Ici, parmi les leurs, ils se sentent plus à l'aise, la barrière de la langue les empêchant souvent de s'intégrer au circuit habituel des itinérants. Certains, peu instruits parlent un peu l'anglais et leur langue amérindienne. Très peu parlent français. On leur rend donc service en les replongeant dans leur univers familier.»

Des problèmes lourds

Les Amérindiens ne sont pas des itinérants comme les autres. Ils s'intègrent difficilement aux autres itinérants de la ville et ont plus de problèmes que les itinérants rencontrés au coin des rues du centre-ville ou dans les refuges et les soupes populaires. Ils sont doublement marginalisés de par leur origine.

Au Centre d'amitié autochtone, j'ai aussi rencontré Johnny, un Inuk de 47 ans (mais on lui en donnerait 15 de moins) qui témoigne de cette réalité. Il s'est fait défoncer son appartement par des pseudo-amis, il y a quelques semaines. Depuis ce temps-là, il cherche désespérément un autre logement.

Il n'a plus d'adresse, attend son chèque de la sécurité du revenu depuis quelque temps et compte sur le Centre d'amitié



Photo: Jean-Pierre Lacroix

Centre d'amitié autochtone

autochtone pour lui faciliter la vie en attendant. Mais son passé est lourd et il le sait. *«J'ai fait cinq ans de prison pour toutes sortes de violence. J'étais aussi toxicomane et alcoolique, mais aujourd'hui ça va mieux. Tout ce que je veux c'est un*

appartement quelque part dans le bout de Lachine ou de Verdun. Seulement un petit studio. Quand je vais recevoir mon chèque, je vais pouvoir me ranger et me trouver une place fixe. Je n'aime pas être itinérant. Je ne veux pas dormir n'importe où.»

Johnny dit qu'il n'aura pas de difficulté à se trouver un appartement. Il va chercher dans le journal et téléphoner. Il ne lui manque que l'argent. Le Centre va lui servir d'adresse pour recevoir ses chèques dans les semaines ou les mois à venir.

Mais Deborah Cooper admet que c'est l'exception. Les Amérindiens ont souvent de la difficulté à se trouver un logement. Les propriétaires se méfient d'eux. Quand c'est une femme seule avec des enfants, c'est encore plus difficile. *«J'ai beaucoup de plaintes de la part d'Indiens qui sont victimes de racisme, quand il est question de logement. De façon générale, les Amérindiens itinérants n'ont pas choisi leur condition. S'ils avaient le choix et l'argent, ils se trouveraient une place où rester. Mais les cas s'alourdissent. Les itinérants sont de plus en plus jeunes, de plus en plus hypothéqués par toutes sortes de problèmes de santé physique (VIH, par exemple), de santé mentale, de toxicomanie et, la plus grave, de sous-estime de soi comme souffrent trop d'autochtones. Au Centre, on peut à peine répondre aux demandes urgentes. On aurait besoin d'un service d'hébergement, une grave carence pour ce type de population itinérante. Au moins, pour le moment, ces itinérants savent qu'on existe et qu'on peut leur parler.»*

Colloque sur l'itinérance amérindienne

Le 8 novembre, à compter de 8 heures 30, aura lieu à l'Hôtel Maritime Plaza – boulevard René-Lévesque – un colloque pour identifier les problèmes liés à l'itinérance amérindienne. On y a convié plus de 50 organismes, autochtones et autres qui interviennent auprès des itinérants. La coordonnatrice de ce projet, Johanne Mapitché, du Centre d'amitié autochtone, nous a donné quelques précisions sur les objectifs et la portée de ce colloque.

«Nous avons organisé ce colloque avec l'aide d'un nouveau programme fédéral. Dans un premier temps, on veut recueillir l'information concernant les services offerts aux itinérants. On veut aussi vérifier les diverses approches proposées. Ensuite, il nous faudra voir comment on pourrait adapter ces services et ces approches à la clientèle autochtone. Les problèmes sont plus graves chez les itinérants autochtones. Il y a plus de femmes chefs de famille monoparentale, plus de jeunes itinérants, plus d'hommes touchés par l'itinérance. On a surtout besoin de foyer pour hommes. Ce colloque va nous servir de point de départ pour développer une politique et un programme adaptés à l'itinérance amérindienne. Dans la mesure du possible, on voudrait se modeler à partir de la politique d'aide existant en Ontario. Ce colloque du 8 novembre nous servira de point de départ pour définir de meilleurs services aux itinérants autochtones, toujours plus nombreux et les plus démunis d'entre les démunis de la ville.»

Vous voulez aider les gens de la rue autrement qu'en leur donnant directement de l'argent?

BON DE COMMANDE POUR CARTE REPAS

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Tél.: _____

Je désire recevoir
nombre de cartes: _____ X 2,25\$ chacune

Total: _____ \$

Signature: _____

Veuillez joindre votre chèque à l'ordre du
Groupe communautaire L'itinéraire,
et postez à l'adresse suivante:
1907, rue Amherst, MtL (Qué.) H2L 3L7

Aussi en vente au **Café sur la rue**, 1104, rue Ontario Est,
Tél.: 597-0238, poste 32



OFFREZ AUX PLUS DÉMUNIS DES CARTES REPAS POUR SEULEMENT 2,25 chacune

Offrez-leur une carte-repas du Café sur la rue. Ils pourront bénéficier d'un bon repas et seront accueillis dans une ambiance cordiale par les membres de **L'itinéraire**. Vous leur donnerez peut-être la chance de se faire de nouveaux amis et de recevoir une aide de la part de personnes qui ont vécu la même situation qu'eux.



Michel Boyer

Un Indien dans la ville


Le monde autochtone a souvent été perçu comme étant un peuple pauvre et illettré, presque sans ressources, pour ce qui est de l'emploi, de l'éducation, des soins de santé ou du bien-être de sa population. La vie n'a pas toujours été rose pour eux. Après la Grande Guerre, la récession n'a pas fait mal qu'aux Blancs; les autochtones ont eu, eux aussi, une période noire. Peu à peu, ils ont quitté leurs réserves pour venir travailler en ville, l'emploi y étant plus accessible. Et il existe des lacunes importantes pour assurer à tous l'accès à l'enseignement supérieur.

Donc, ceux qui veulent recevoir une formation adéquate doivent sortir de leur réserve et le transport vers la ville devient difficile et onéreux. Le décrochage scolaire se fait sentir aussi dans les réserves. Pour certains, il n'y a pas d'issue si la situation ne change pas. Ils veulent bien travailler, suivre des cours, mais il faudrait peut-être leur en faciliter l'accès.

En milieu du travail, un autochtone de ma connaissance m'a déjà dit que les autochtones qu'il connaissait n'avaient pas le vertige: donc ils peuvent sans difficulté travailler en hauteur. La difficulté est plutôt de se trouver l'emploi qui convient. C'est bien beau d'apprendre dans l'espoir de se perfectionner mais encore

faut-il en avoir l'occasion. Le coût de la vie est si élevé que plusieurs décrochent de la société et deviennent itinérants ou s'abandonnent à l'aide sociale. Comme dans tout, se spécialiser donne un meilleur souffle de vie, qu'il s'agisse d'érection de structures de la construction ou d'un autre domaine.

Ce n'est pas d'hier que les Amérindiens ont des problèmes entre eux et avec les autres cultures. On n'a qu'à penser aux crises d'Oka et de Kanesatake. Tout le monde en a souffert, autant d'un côté que de l'autre. Les solutions ne sont pas toutes trouvées, mais là où il y a de l'espoir il y a de l'avenir. Une entente est primordiale pour que s'opèrent des changements dans les réserves, mais aussi du côté des gouvernements provincial et fédéral. L'itinérance augmente chez les autochtones et nos élus devront y voir. Ce sont les Amérindiens qui sont victimes dans tout ça. Il y a sûrement une entente possible. Le temps des cow-boys et des Indiens devrait être fini depuis longtemps. Autochtones et autres commencent à en avoir assez de ces chicanes toujours à recommencer.

Je pensais que depuis l'an 1534 les problèmes se seraient réglés. Soyons raisonnables et pensons avec civilité. 

Radio Ville-Marie

91,3 fm Montréal
100,3 fm Sherbrooke

Une station branchée sur la vie

Une programmation diversifiée et captivante
24 heures à l'écoute de la vie
140 émissions par semaine
110 animateurs et chroniqueurs
150,000 auditeurs en quête de musique de qualité, de réflexion et de partage
30 organismes communautaires participants

Notre mission :

éclairer, divertir, informer, contribuer au progrès humain, social, culturel et spirituel

Dans un monde en changement, Radio Ville-Marie: une voix réconfortante qui fait chaud au coeur

1-877-668-6601 - *Rester à l'écoute!* - (514) 382-3913

Radio Ville-Marie est récipiendaire du prix international Agnellus Andrew

Pour obtenir l'horaire détaillé :

Radio Ville-Marie

505 avenue du Mont-Cassin, Montréal, Québec H3L 1W7

Tél.: (514) 382-3913 Télécopieur : (514) 858-0965 Sans frais : 1 877 668-6601

Internet : www.radiovm.com

courriel : cira@radiovm.com



Gina Mazerolle

Camelot au Carré St-Louis

Élizabeth Petiquay

Élizabeth Petiquay, une Amérindienne de 49 ans, vient de Wemotaci, au nord de La Tuque. Ancienne cocaïnomane, elle a mis fin à son calvaire il y a trois ans. Elle habite Montréal depuis deux ans et maintenant elle veut se construire en étudiant. La transition est difficile, mais elle envisage le futur avec espoir.

«Je suis venue à Montréal parce que ma fille habite ici depuis huit ans, mais avec mes autres enfants, je n'ai malheureusement pas la même relation. J'ai six enfants et je suis la grand-maman de 28 petits-enfants. J'ai eu mon premier enfant à 15 ans, j'ai trois gars et trois filles», dit fièrement Élizabeth.

Dans sa réserve, c'est comme partout ailleurs. Il y a des hommes qui respectent les femmes et d'autres, pas. Les femmes ont en moyenne de six à douze enfants. Les femmes plus jeunes sont portées à se trouver de l'ouvrage, mais habituellement, elles restent à la maison pour s'occuper des enfants. Élizabeth a élevé ses enfants avec la seule aide de sa mère.

«C'est la deuxième fois que je viens à Montréal. La première fois, j'y suis restée six mois car j'étais tannée de rester où j'étais. Je n'ai pas fait de cure de désintoxication. Je me suis sevrée par moi-même, car je n'en pouvais plus de cette vie. J'ai décidé de changer. J'étais rendue à vendre mes meubles. C'était assez!»

«Quand je suis arrivée à Montréal, j'ai été en premier chez ma cousine. Ma première sortie a été sur le Mont-Royal. J'ai beaucoup aimé car les gens parlaient français. Je recherchais la tranquillité et le Mont-Royal s'avérait idéal. L'été, j'aime les parcs pour rencontrer des amis. Je reste à la maison en hiver, dans les appartements de mes amis en général», dit-elle.

«Je suis venue à Montréal parce que je n'étais jamais sortie à cause de mes enfants. Maintenant que j'ai élevé mes enfants, je suis partie de moi-même pour apprendre à parler français et à compter l'argent comme il faut. Je suis très contente d'apprendre à compter et à parler. J'ai seulement une deuxième année de scolarité: ma mère était sourde et muette et mon père était à l'hôpital. J'ai élevé mes deux frères: on est douze enfants. Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école», admet Élizabeth.

Elle a connu les organismes communautaires pour Amérindiens grâce aux filles de la rue et celles-ci lui ont dit où aller si elle était malprise. «Je suis allée au Foyer pour femmes autochtones (rue St-Antoine) qui vient en aide aux femmes en difficultés. Par la suite, j'ai connu la Old Brewery Mission pour femmes et elles m'ont référée au Centre d'amitié autochtone que je fréquente depuis environ un an. Je fais à manger et je plie le linge bénévolement, là-bas. J'y vais quand j'ai le temps», affirme Élizabeth.

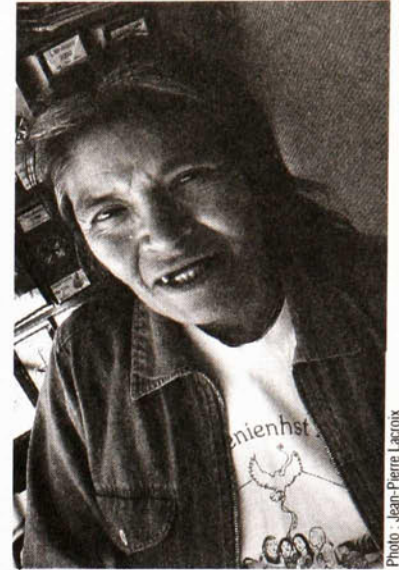
«Je trouve qu'ici, à Montréal, il y a beaucoup de dépannage pour les personnes en difficulté. Dans les réserves, il n'y en a pas et pourtant il devrait en avoir aussi là-bas. Dans les réserves, les hommes vont à la chasse et s'entraident. Ici, on s'en balance plus. Il y a beaucoup plus de divertissement, comme le bingo toute la semaine, et des réunions de toutes sortes. Là-bas, le bingo a lieu une fois par deux semaines, car les organisateurs doivent aller en dehors pour faire plus d'argent. C'est le chef qui prend les décisions et il se fait élire aux deux ans», conclut-elle.

«La première fois que je suis venue ici à Montréal, je trouvais que les gens me regardaient de travers, c'était probablement parce qu'il n'y avait pas alors beaucoup d'Amérindiens. Ils me questionnaient souvent sur les taxes. À partir de 100\$ et plus, nous ne payons pas de taxe. Nous ne payons pas de taxe pour les véhicules, les maisons, et les meubles. Mais pour l'épicerie, nous payons les taxes comme tout le monde. Notre carte de statut est renouvelée aux deux ans. Les magasins communiquent avec notre réserve pour avoir l'autorisation», déclare Élizabeth.

Elle parle français et la majorité des autres Amérindiens parlent plutôt anglais. «Nous n'avons pas le même langage et pas la même nation. Moi, je suis de la nation attikamek. Ceux qui parlent anglais sont ici depuis plus longtemps que moi. Beaucoup essaient de parler français, mais je ne comprends pas ce qu'ils veulent me dire», observe Élizabeth. Au Centre d'amitié autochtone, la plupart des réunions se déroulent en anglais, et elle n'y comprend rien.

Elle aimerait aller à l'école pour apprendre à écrire mais surtout pour apprendre l'anglais. Elle veut avoir un appartement, une vie stable. «Je ne veux pas retourner à la réserve, je n'y vais plus depuis que mes parents sont décédés. Et je ne peux pas communiquer avec mon ex-mari, qui est là-bas.», déplore-t-elle.

«Je ne me sens pas chez moi à Montréal pour le moment, car je ne connais pas assez de monde. Parfois, je demande un service et on ne me le rend pas ou je parle à une personne, et on ne me répond pas tout de suite parce que ces gens parlent anglais comme les Inuits et les Montagnais», conclut Élizabeth.



Elizabeth Petiquay

Photo: Jean-Pierre Lacroix

Le bruit sourd des bottes

Gopesa Paquette

Le silence règne, ce mercredi matin, dans les couloirs du Centre Préfontaine. Voilà deux mois qu'une quarantaine de personnes tentent d'y vivre en autogestion, sous les critiques constantes d'une population à demi consciente de leurs aspirations. Et depuis un mois les inspections des autorités municipales se multiplient

alors que le maire cherche un prétexte pour évincer ce groupe qu'il a lui-même invité. Les résidents sont sur le qui-vive, ne sachant jamais pour combien de temps ils seront encore là.

Ce matin-là ils sont réveillés par le bruit sourd des bottes. «Allez, tout le monde dehors, le party est fini!», crient les policiers venus les évincer. Les portes sont défoncées et les occupants des chambres font face à des policiers casqués, bouclier et matraque à la main, qui leur ordonnent de sortir. «Tout de suite!» Certains tentent de prendre leurs effets personnels et c'est à coups de matraque que les policiers les en empêchent. Un récalcitrant est «sonné» par deux charges de fusil électrique. «Refus d'obtempérer.» Il part en ambulance.

Un autre sera matraqué alors qu'il se débatait, ligoté sur la civière d'une ambulance. Une jeune mère a été projetée contre un mur, son enfant de quelques mois dans les bras. À l'un, un policier a dit qu'il avait écrasé son rat parce qu'il puait; à l'autre, on a dit qu'il pouvait maintenant retourner chez sa mère. Une femme s'est retrouvée à la rue, complètement nue recouverte d'un simple drap. Pour un autre, un coup au visage lui a brisé plusieurs dents.

Au total: huit personnes arrêtées, deux hospitalisées, des effets personnels lancés dans un camion et expédiés dans un conteneur à la fourrière municipale, les animaux de compagnie envoyés au chenil, et le rêve de l'autogestion tué dans l'œuf. Les journaux du lendemain ont parlé d'une évacuation sans violence, faite dans le plus grand calme. Le cabinet du maire a parlé d'un geste posé dans l'intérêt de la sécurité des occupants, sécurité menacée par le démantèlement



Un aspect du Centre Préfontaine qu'on n'a pas vu dans les médias. Cette pièce était celle des enfants.

de certaines barricades bloquant l'accès à des pièces jugées dangereuses. À ce jour, le groupe nie catégoriquement avoir touché aux barricades. «Il manquait deux vis, ironise l'un d'eux, et c'est la raison qu'ils cherchaient pour nous foutre dehors.» Pierre Bourque a aussi affirmé qu'il trouverait un logement à ceux qui en avaient vraiment besoin. «Le maire a menti», déclare Jacques Brochu, un des squat-

teurs. *Absolument rien n'a été fait pour répondre aux besoins des évincés.*»

Le lendemain, une manifestation a été organisée pour protester contre l'expulsion des squatteurs comme on les appelait. La frustration et la désillusion étaient palpables. Les frictions avec les médias se multipliaient: certains manifestants bloquaient les objectifs des caméras, le journaliste Luc Ayotte de TVA bousculait des manifestants pour avoir des images, un caméraman de Radio-Canada lançait des menaces: «J'va t'arracher la tête mon petit crisse de morveux!», alors que quelques manifestants barbouillaient les véhicules des médias à coups de symboles d'anarchie et d'insultes, ou débranchaient les fils des caméras. Le tout s'est terminé par l'intervention éclair de l'escouade anti-émeute au moment où les manifestants commençaient à se disperser.

Envoyez vos dons à l'ordre du
Groupe communautaire
L'ITINÉRAIRE

À l'adresse suivante
1108 RUE ONTARIO EST,
MONTRÉAL, H2L 1R1

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉL.: _____

MONTANT _____ \$

JE DESIRE RECEVOIR UN REÇU D'IMPÔT
(POUR TOUT MONTANT DE 10 \$ ET PLUS)

Contribuez
à la poursuite
de cette
oeuvre
auprès
des plus
démunis

Trente personnes ont été arrêtées, dont certaines victimes d'une force disproportionnée par rapport à la situation et décriée par de nombreux témoins, dont plusieurs journalistes à titre anonyme.


Ces événements ont crûment illustré les tensions qui existent entre les squatteurs et les journalistes des grands médias. La relation amour-haine que les deux entretenaient avait été envenimée par des excursions clandestines de journalistes. Un caméraman de TQS s'était introduit dans le Centre Préfontaine avec une caméra cachée pour capter des images d'une pièce en rénovation. Auparavant, un journaliste du *Journal de Montréal* avait investi le groupe en y passant une nuit, escapade qui avait fait la une du journal. Ces deux frasques, quoique dénoncées officieusement par plusieurs journalistes, ont détruit le peu de confiance que les squatteurs entretenaient envers les médias. Les médias de masse ont rapidement été perçus par le groupe du Centre Préfontaine comme un instrument des autorités qui voulaient à tout prix les mettre à la rue. Ils étaient visiblement «contre» les squatteurs. Leur présence est devenue indésirable et la simple vue d'un journaliste pouvait provoquer des réactions agressives.

Donc, après l'éviction des occupants du Centre Préfontaine et la manifestation de leur désillusion dans les rues de la ville, ces jeunes et moins jeunes se sont retrouvés au point de départ. Une riche expérience dans leur bagage, mais en fin de parcours, pour plusieurs, la solitude de la rue. «*Le temps passé au Centre a été une période de grande émotivité, se rappelle Mathieu Thériault porte parole du Comité des sans-emploi Montréal-Centre. Des personnes qui vivaient chacun dans sa solitude se sont retrouvées pour former une communauté. Ça va manquer à tout le monde.*»

Sur le plan politique on est loin de l'échec. «*C'est certain que ça n'a rien réglé, mais ça a mis la question du logement sociale au centre des enjeux. Deux mois et demi après le 1er juillet, où 200 familles se sont retrouvées sans logement, et en pleine guerre, la crise du logement fait encore les manchettes. Ça c'est quelque chose!*» Pour l'instant, on tente de garder les liens, d'empêcher que chacun reparte se perdre dans sa solitude. Le groupe s'égraine alors que certains vont vivre chez des connaissances et que d'autres retombent à la rue et tentent par tous les moyens de se trouver un moyen de passer l'hiver: en squattant, clandestinement cette

fois, ou en se regroupant pour partager un appartement.

Mais la lutte n'est pas terminée. Le squat n'était qu'une action particulièrement médiatisée qui s'insérait dans une campagne d'un an menée par le Comité dans le quartier Centre-Sud. «*On va continuer, même sans squat. La crise du logement va revenir avec plus de force l'été prochain, et c'est maintenant qu'il faut agir, si on veut la prévenir. Le droit au logement est un droit fondamental pour lequel on doit se battre.*»

gopesa@care2.com 



50,61\$ pour 12 numéros
(taxes et frais de poste compris)

Recevez-nous chez vous!



Pour chaque abonnement supplémentaire à la même adresse, ajoutez 24\$.
Pour tout renseignement: (514) 597-0238

Nom.....

Prénom:

Adresse:.....

.....

Tél.: ().....

Nombre d'abonnements..... À compter du mois de.....

Nom du camelot qui vous a suggéré l'abonnement:

.....

Envoyer un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Groupe L'itinéraire à l'adresse suivante:
1108, rue Ontario Est,
Montréal (Québec) H2L 1R1



 St-Laurent ou Bewi-UDAM

Église Unie Saint-Jean

Communauté protestante francophone au cœur de la cité

- + célébration chrétienne dominicale à 10h30
- + ressourcement spirituel et biblique
- + pastorale des mariages

Visitez notre site web:
www.cam.org/~st_jean

110, rue Sainte Catherine Est
Montréal H2 X 1K7
(514) 866-0641

Le film que l'on attendait plus « La vérité est un mensonge »

Beaucoup de films québécois sont sortis au Festival des films du monde de Montréal. Des films aux budgets de production et de promotion considérables. Chacun à leur tour ils essaient désespérément de trouver une petite place sur l'échiquier du réseau des salles commerciales québécoises. Mais, pas un de tous ces films ne me semble plus pertinent et intéressant que le «petit long métrage personnel» réalisé par Pierre Goupil, «*La vérité est un mensonge*», que la Cinémathèque québécoise et le distributeur Cinéma Libre ont lancé en juillet dernier.

Je ne dis pas que les autres films québécois, sortis depuis, ne participent pas à la cinématographie d'ici, avec leur originalité propre. Je dis tout simplement que le film de Goupil nous étonne davantage et nous réjouit tous par sa seule existence.

On ne s'attendait plus à revoir une image filmée par ce cinéaste sur le grand écran, le sort s'étant acharné sur lui depuis trop longtemps. Ses projets de films tombaient à l'eau les uns après les autres. Sa vie personnelle l'avait littéralement conduit au découragement et à la désespérance d'exercer encore une fois le métier qu'il tente d'exercer depuis toujours, sans y réussir vraiment.

Et puis, c'est l'illumination! Une idée généreuse pour lui, géniale pour nous. Celle d'effacer la ligne de démarcation entre la vie personnelle et la vie cinématographique. Et surtout, l'idée pertinente de faire ce que les cinéastes québécois — Groulx en tête, Lefebvre, Forcier dans ses bonnes années, Lamothe, Perrault, etc — dignes de ce nom ont toujours fait: se foutre de tout et filmer l'indispensable de lui-même, sujet qu'il connaît le mieux. Mais le filmer avec les yeux d'un cinéaste, c'est-à-dire, en laissant les images et la bande sonore enregistrer ses sentiments les plus profonds avec les moyens du bord.

En résulte un film éminemment personnel sur le mal de vivre d'un individu dont les troubles mentaux et la vie professionnelle hésitante ont failli ruiner, mais qui a découvert, sur le tard, son habileté à dire et à filmer ce désarroi. Goupil a produit son film avec des moyens modestes, encore une fois,

Pierre Demers

comme nos cinéastes de la première heure, avec un budget élémentaire et entouré de ses meilleurs amis techniciens et comédiens d'occasion.

Sans moyens véritables et fauché comme à l'habitude, Goupil a réussi à faire un film attachant sur un cinéaste raté. On ne lui en demandait pas plus. «*La vérité est un mensonge*» nous réconcilie avec le véritable cinéma québécois, celui qui propose une vision personnelle et originale du moment sans attendre les «généreuses» subventions gouvernementales.

C'est le film québécois par excellence de l'année qui nous étonne le plus. Le cinéma d'ici est encore possible. Que la leçon vienne de Goupil devrait nous satisfaire au plus haut point. Véritable leçon de cinéma québécois...

Les petits amis cinéastes qui ont besoin de 10 millions \$ pour faire un long métrage, allez donc voir ce film. Pour faire un bon film, on a besoin de peu de choses: une «vision» du monde, de la pellicule et... du talent, évidemment. Au diable le fric!

Pour en savoir plus: www.cinemalibre.com

keaton@videotron.com 



Le **22 novembre,**
payez *don* votre copie.

Le journal Voir célèbre ses 15 ans dans la rue !
Pour souligner l'événement, 20 000 copies spéciales
seront vendues pour soutenir le

**refuge
des Jeunes
de Montréal**

Pour voir la lumière au bout du tunnel Le projet Nouvelle vision de L'Itinéraire

Bien des itinérants ne voient plus clair dans leur vie... parce qu'ils perdent ou brisent leurs lunettes et ne sont plus admissibles aux services offerts par l'aide sociale. L'Itinéraire collecte les vieilles montures afin de les redistribuer et d'aider les plus démunis à retrouver la vue.

Si vous avez de vieilles lunettes dont vous ne vous servez plus, faites les parvenir au Café sur la rue, 1104, rue Ontario Est, Montréal (Qué) H2L 1R2

Luc Denis

N.B.: Pour des liens et des informations additionnels, visitez: <http://www.iquebec.com/mes-coups-de-coeur/journalitineraire/chroniques/autochtones.htm>

Une chronique Internet sur les autochtones? Peut-on brancher un ordi dans un tipi? La rectitude politique demande d'aborder la personne autochtone sans préjugé. Le bon vieux «sauvage» de *Radio-Canada* est devenu un autochtone après avoir été Indien puis Amériquien. Aujourd'hui, le comptoir d'échange se nomme Internet. L'autochtone est devenu internaute, et à en juger par les sites visités, un internaute comme vous et moi. Suivre la piste amérindienne équivaut à suivre l'autoroute électronique, le village étant devenu global.

Mon coup de foudre

Cette chronique encourage l'utilisation d'Internet en présentant une grande variété de sites, utiles ou captivants et de qualité, touchant la thématique autochtone. Comment présenter plusieurs sites alors que *La piste amérindienne* justifie plusieurs chroniques à elle seule. Ce site de qualité et bien conçu démontre que les valeurs propres à Internet se concilient très bien avec la culture amérindienne. Les «Liens vers des sites d'aide» ne sont pas des liens vers des organismes folkloriques mais vers des sites outils-clés tels que :

- Le CIDIF (Centre international pour le développement de l'inforoute en français)
- Des sites pour télécharger IE 5.5, Netscape, Winzip, Acrobat Reader, Real Player, Flash 4,...
- L'Association des professionnels de l'information et de la documentation qui serait le no.1 européen des associations de spécialistes de l'information

La section «Aide et recherche» propose des outils très popu-

lares tels que *Francité* et *Canadiana*, ou l'annuaire en ligne de *Sympatico*. Ces choix reflètent ceux d'internautes navigant en se laissant porter par les grands courants.

«Vers d'autres horizons» présente les signets de «*La piste amérindienne*». Tout webmestre digne de ce nom prévoit une page de liens vers des sites associés ou complémentaires.

Dès la page d'accueil, la clarté du site nous séduit. Du premier coup d'œil, le voyageur peut décider sur quelle grande route il désire s'engager. Le marcheur qui escalade une montagne, arrivé à destination, peut se satisfaire de ce qu'il y trouve. Mais il aperçoit un tout nouvel horizon à explorer et des dizaines de nouveaux sentiers menant chacun vers des nouveaux mondes toujours plus fascinants à explorer.

Première qualité de ce site d'envergure, il contient un «Plan du site». C'est très bien, mais malheur à qui le consulte. Il est ensorcelé! On ne peut poursuivre son chemin sans à nouveau s'arrêter en extase. Ce n'est pas un véritable plan! Ici, impossible de trouver un chemin à suivre et de prendre une direction!. Crions haro sur ce plan! On a envie de rester là tellement la présentation est simple, épurée, agréable, conviviale, mais qui nous dirige vers de nombreuses directions. La piste «*Information*» bifurque aussitôt vers trois sentiers, soit ceux de l'aide et la recherche, les services et les communications. La piste «*Tourisme*», quant à elle, mène dans six directions dont celle des kiosques identifiés par nation ou peuple ou communauté regroupant les conseils de bande. Comment s'y retrouver? Ah tiens! la piste des «*Premiers peuples*» présente les nations et communautés, la culture ou la spiritualité, l'éducation, les organisations distinctes de la politique et des droits. L'économie et l'environnement y sont aussi abordés. La piste des jeunes? Alors là! «*Branchés*». Des mots magiques tels «sites», «bibliothèque virtuelle», «html», «page personnelle», «hébergement», «groupes de discussion», «correspondants virtuels» y foisonnent. Voilà une génération qui promet. La piste «*Art & Artisanat*» prévoit un sentier menant au multimédia en plus de tous les sentiers déjà battus.

Quittons ce site! Comment laisser un parcours si bien balisé grâce à une utilisation des cadres permettant d'afficher un menu détaillé pour chaque rubrique? Le voyageur navigue donc de façon détendue, le parcours étant parsemé de repères. Tout l'attire, le prochain relais est si facile d'accès, pourquoi ne pas y aller. Mais comment s'y rendre alors que chaque lien suivi devient un appel à une autre excursion tout aussi captivante? Ce site, c'est une eau-de-vie, méfiez-vous de l'ivresse!



Prière au Saint-Esprit

Saint-Esprit, toi qui résouds tous les problèmes, toi qui éclaires tous les chemins pour m'aider à atteindre mon but, toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal que l'on fait, toi qui te trouves à mes côtés dans toutes les circonstances de la vie. Je veux, par cette courte prière, te remercier pour tout et te confirmer une fois de plus que je ne voudrais pas être séparé de toi, même en dépit de toutes tentations matérielles illusoire. Je veux être avec toi dans la gloire éternelle. Merci pour ta miséricorde envers moi et les miens.

Vous devez réciter cette prière pendant trois jours consécutifs. Ensuite, la faveur demandée vous sera accordée, même si elle vous paraît difficile à obtenir.

Vous devez alors publier cette prière, y compris les instructions, immédiatement après que votre souhait a été exaucé, mais sans mentionner la nature de votre vœu. Seulement vos initiales devront apparaître à la fin de cette prière. S.L.

Service d'écoute pour personnes en détresse



Une écoute respectueuse,
anonyme et confidentielle

24 heures/jour
7 jours/semaine
Bilingue




Nouvelles internationales par Gopesa Paquette.
Ces informations proviennent de
différents journaux de rue du monde entier.

Une réforme manquée?


Street Sheet, septembre, 2001

Aux Etats-Unis, la baisse statistique de la pauvreté cache les résultats inquiétants de la réforme de l'assistance sociale. Dès 1996, l'administration Clinton a réfilé cette responsabilité aux États, dont plusieurs ont fait appel à l'entreprise privée pour gérer leur programme d'aide sociale. Entre 1995 et 1999, le taux de dossiers suivis par un travailleur social a baissé à près de 50%, alors que le taux de pauvreté chutait de 17%. Cependant, la plupart des familles qui ont lutté pour s'affranchir de l'aide sociale se retrouvent maintenant plus pauvres qu'elles l'étaient et travaillent maintenant plus que jamais. Une étude du *Urban Institute* révèle que 46% de ces familles ne sont pas en mesure de payer le loyer, l'hypothèque, ou les factures des services publics sur une période d'un an.

Maximus Inc. et Lockheed Martin se partagent la plus grande part d'un marché potentiel de 20 milliards de dollars par année. Les partisans de la privatisation de l'aide sociale se réjouissaient à l'idée d'échanger une lourde bureaucratie d'État pour des entreprises flexibles et rentables. Malheureusement, les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances. Depuis quatre ans, Maximus Inc. et Lockheed Martin ont été accusés de mauvaise utilisation de fonds, de soudoyer des responsables pour avoir les contrats d'aide sociale, et de carrément refuser d'accorder des formulaires de demandes d'assurance médicale et de bons de nourriture. De plus, le personnel mal formé n'est pas en mesure de fournir les informations sur les programmes, services et avantages tels que les subventions pour l'éducation et pour les services de garde. 

Des pilules pour les chômeurs

Sans Abri septembre 2001


Les Français détiennent la Palme d'or de la consommation de psychotropes: 11% de la population en consomment régulièrement. Les chômeurs et les ménagères viennent en tête de liste, et plus de 30% des femmes de plus de 60 ans sont sous traitement. Un tel constat soulève une question de fond: quelles valeurs avons-nous, autre que notre capacité à travailler? La prescription de psychotropes pour régler les problèmes émotifs des patients assure la stabilité sociale en occultant les problèmes au lieu de les résoudre. Alors que le régime soviétique utilisait des traitements psychiques à des fins sociales et politiques, aux Etats-Unis, on traite maintenant la délinquance et les comportements violents comme des maladies de l'individu. En France, les psychotropes sont au deuxième rang des médicaments les plus prescrits, derrière les antibiotiques. 

Un salaire pour une vie convenable

Spare Change, 6 au 19 septembre, 2001

À l'instar de plusieurs villes américaines, le conseil municipal de Santa Monica, en Californie, vient d'approuver les «salaires honnêtes» qui élèvent le salaire minimum à un niveau convenable. Le salaire minimum en Californie est, à 6,15\$US, déjà au-dessus de la moyenne nationale de 5\$US l'heure. En imposant aux entreprises d'offrir un «salaire honnête», la Ville de Santa Monica a fait un grand bond en élevant le minimum à 10,50\$US l'heure.

Cette décision soulève la controverse parmi les entrepreneurs locaux, surtout du côté de l'hôtellerie et de la restauration, où l'on prédit des mises à pied, en réaction à l'adoption de la loi. On prétend même que la loi pourrait handicaper les entreprises locales, en concurrence avec ceux des grands centres comme Los Angeles.

Illustrant les disproportions de la situation présente, Jeffrey Kaye de KCET-Los Angeles, prend l'exemple de Maria Garcia. Avec un salaire de 8,95\$US l'heure, il lui faudrait travailler deux jours et demi, pour gagner ce qu'il en coûte pour passer une nuit au Holiday Inn à Santa Monica où elle travaille comme femme de chambre. 

Info RAPSIM

Une intervention sauvage injustifiée

Le 3 octobre dernier, le Service de police de la ville de Montréal procédait à l'éviction sauvage des occupants et des occupantes du squat de la rue Rachel. Pour la première fois, les policiers ont utilisé leur fusil électrique sur des personnes, tirant même à deux reprises sur un des occupants, en plus d'envoyer trois jeunes à l'hôpital, dont deux souffrant de commotions cérébrales. Pierre Bourque aura beau dire que «*Tout s'est bien déroulé*» lors de l'opération, il n'en reste pas moins qu'en plus de ces agissements honteux et injustifiables, plus d'une trentaine de personnes se retrouvent sans logis et viennent s'ajouter aux 250 familles qui n'ont toujours pas de logement depuis le 1er juillet dernier.

Dans ce dossier, on se souviendra longtemps de l'opportunisme politique qui a guidé le présent maire et son opposant Gérald Tremblay, aux élections du 4 novembre prochain. Les deux candidats à la mairie ont préféré défendre leur campagne et leurs intérêts politiques plutôt que de s'attaquer au réel problème de la crise du logement.

Gérald Tremblay, en réaction au «cadeau» du maire Bourque, avait alors déclaré que le maire actuel «*récompensait la désobéissance civile*» en cédant gracieusement le Centre Préfontaine aux squatteurs et squatteuses de la rue Overdale. On doit donc comprendre que l'annonce faite par Tremblay selon laquelle il promet la construction de 10 000 logements sociaux – s'il est élu maire –, n'a été faite que pour aller chercher des votes sans égard à la crise du logement. Si la crise du logement l'avait vraiment touché, il n'aurait sûrement pas rappelé à l'ordre Michel Prescott qui se présente sous sa bannière, lui qui avait appuyé dès le départ le mouvement du squat mais qui a dû ravalé ses appuis sous la pression de son chef. Les actions de ces deux candidats témoignent du même désir d'obtention de capital politique qui a habité Bourque depuis le début du squat.

Au moment où Bourque a compris que la population n'était plus derrière lui, le dossier est devenu un boulet à son pied. Ce changement de l'opinion publique, il faudra bien le reconnaître un jour, est justement venu de ce «cadeau» empoisonné qu'a été le Centre Préfontaine. Les médias de masse ont bien orienté le débat en misant sur le fait que les occupants et

occupantes de la bâtisse étaient hébergés aux frais des contribuables, qu'ils et elles ne voulaient pas travailler, qu'ils et elles étaient marginaux en plus d'en avoir l'air, etc., même si les frais liés au Centre Préfontaine étaient payés par la collectivité montréalaise, qu'il soit habité ou non. La jalousie et les préjugés ont si bien fait le reste que près de 80 % des personnes interrogées par la suite trouvaient justifiée l'éviction commandée par Bourque. Qui trouvera toujours cette action légitime lorsque les – 20 degrés celsius arriveront à nos portes?

Rappelons que les squatteurs et squatteuses ont été évincés par la police suite à une demande du Service de protection des incendies de Montréal (SPIM). Le SPIM soutenait que les barricades qu'ils avaient eux-mêmes installées devant certaines chambres «*à risques*» avaient été retirées par les occupants et occupantes du Centre Préfontaine, information démentie par Sorem Kvist, un des squatteurs évincé. Ces barricades furent mises en place à cause du supposé «*danger*» lié à la fameuse fissure décelée dans un mur porteur de l'édifice. Celle-ci avait été décelée il y a dix ans environ, bien avant la fermeture du Centre Préfontaine en 1996. Le dernier rapport d'ingénieur réalisé sur la dite fissure révèle par ailleurs que celle-ci ne comporte aucun danger immédiat mais qu'il faudrait éventuellement la réparer. On comprend donc que cette fissure ait servi de prétexte à Bourque pour regagner la faveur populaire.

Si nous prenons la peine de spécifier que cette éviction a été commandée par Pierre Bourque, c'est qu'il a pris la tête de la conférence de presse qui a suivi l'éviction brutale et a commenté le tout alors que le responsable du SPIM n'a presque pas ouvert la bouche. De plus, le communiqué de presse issu de la Ville de Montréal – et non du SPIM – ne citait que le maire. En pleine campagne électorale, le maire Bourque cherche encore une fois à aller chercher des votes en montrant qu'il est capable de pousser des gens à la rue pour des supposées questions de sécurité. Voilà une façon tout à fait paradoxale de sécuriser des gens qui ont besoin d'un toit. Alors que plus d'une centaine de bâtiments demeurent inoccupés, il est illogique que Bourque n'ait même pas proposé un déménagement. Son but était donc très clair.

Le réseau d'aide

Solidairement,
L'équipe du RAPSIM

Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal. Tél.: (514) 879-1949



Alain Coulombe
Camelot,
metro Berri

Partageons l'énergie

En 1995, j'ai eu l'occasion d'assister à mes deux premiers colloques. Le premier se déroulait à l'*Hôtel des Gouverneurs de la Place Dupuis* et mon premier prof de journalisme, feu Jacques Larue Langlois nous y avait invités à un atelier sur le logement social et en faire un compte-rendu dans le journal. Cet événement se déroulait les 15, 16 et 17 mars. Le 17, un jour de pleine lune, j'avais le choix de participer à la dernière journée de cet événement ou de me rendre à Toronto en train et participer à mon deuxième colloque durant cette fin de semaine de pleine lune de Mars (planète qui, avec Pluton, qui gouvernent et dispensent leurs puissantes énergies au Scorpion que je suis). On m'invitait cette fois en tant que participant au *Projet Plaisir*, maintenant devenu *Projet Geipsi*. J'ai opter pour Toronto malgré la menace de grève chez Via Rail qui risquait de compliquer le retour. Les participants provenaient donc de toutes les provinces du pays de Ti-Jean-connaissant et même des territoires du Nord. Ce colloque s'intitulait «*Partageons l'énergie*» et traitait du VIH et de l'itinérance. Il y avait donc une brochette d'invités liés à ce domaine: des intervenants représentant tous les milieux reliés à la santé ainsi que des travailleurs et travailleuses du sexe, des toxicomanes, etc.

Pleine lune

Je fis la rencontre de feu Alain Demers, premier administrateur de *L'itinéraire*. À notre luxueux hôtel du centre-ville, le réceptionniste remit à mon ami et coloc du week-end, feu «Ti- Guy-Doux» une enveloppe contenant les clés de notre chambre. Normalement, il y aurait dû y en avoir 2, mais il n'y en avait qu'une. Pendant que j'admirais le panorama à travers la baie vitrée du onzième étage, il ouvrit la porte. Il s'écria aussitôt: «*Hey! Y a quelqu'un. Viens voir!*» Je fis rapidement le tour du proprio et je ne vis personne. «*Regarde, il y a une valise là, une caméra et une paire de jeans sur le lit, etc.*» Les yeux lui tillaient rien qu'à penser à l'occasion en or qui se présentait d'améliorer notre situation financière en vendant ces objets de valeur à des revendeurs de drogue. Je parvins à lui faire comprendre que c'était sûrement un guet-apens qui nous était tendu, l'hôtel était entièrement occupé par les participants du colloque. Nous sommes retournés à la réception. De retour au onzième, je tournai la grosse clé en douceur dans la serrure et elle se brisa en deux parties. On nous a ensuite une donné chambre au treizième étage et tout s'est déroulé dans l'ordre. Pourtant, nous aurions pu nous attendre à ce que la

guigne s'acharne sur nous, vu la superstition qui accompagne ce nombre, Au souper, notre histoire s'était répandue comme une traînée de poudre et feu Julien Poulin, notre hôte, nous remercia d'avoir été honnêtes en ne lui volant pas ses effets personnels dans la première chambre que nous avons visitée.

L'initiation

Le soir venu, après un copieux souper, tous se présentent pour assister au premier atelier. Le conférencier du premier atelier était un vieil Indien Cri du nord du Manitoba. Il avait préparé avec soin une concoction d'herbes médicinales qu'il fit brûler et demanda à ses assistants de se promener dans la foule afin que chaque participant s'asperge le visage de la fumée qui s'en dégageait. Il nous demanda ensuite de nous fermer les yeux pendant une minute de recueillement afin que l'énergie s'imprègne en nous tous. Quand j'ouvris les yeux, je sentis vraiment une énergie puissante et incroyable parcourir tout mon être. Puis, il commença son discours en disant qu'il y avait 4 couleurs de race, 4 saisons, etc. et que tout était numérologique. À la fin de la soirée j'ai pris un bain chaud pendant une bonne heure au moins. Durant tout ce temps, je chantais à tue-tête «*Ah! ce qu'on est bien quand on est dans son bain*», à tel point que mon coloc, qui essayait de dormir, était en train de devenir dingue. Ça me réergénisa à tel point que je passai la nuit à écrire, car mon imagination débordait. Tout se déroula normalement le samedi.

Départ et retour

Le dimanche matin, nous apprenions que les employés de Via Rail avaient déclenché la grève. C'était la panique! Notre hôte, un des membres organisateurs, se démenait comme un diable dans l'eau bénite pour que tous rendent à bon port. Finalement, il nous permit de finir ce cycle de 5 jours de pleine lune en toute beauté: limousine jusqu'à l'aéroport, avion jusqu'à Dorval, puis taxi jusqu'à *Cactus*. Un vrai conte de fées, vraiment incroyable, magique pour le petit dragon magique que je suis et qui restera éternellement gravé dans ma mémoire. Je dois vraiment m'être aspergé de cette concoction de potion magique, plus que la majorité des personnages cités dans cet article et qui sont tous morts aujourd'hui, tandis que moi, je suis plus vivant que jamais. Peut-être est-ce ma croyance envers ces pouvoirs surnaturels qui ont donné ces résultats?

*De votre envoyé «Spatial K, Alcatraz »
Alias, Alain Coulombe*



Mots des camelots et amis



Yvon Gonneville
Camelot,
Sherbrooke

Quand on veut, on peut.

En septembre dernier, après avoir fait l'inventaire de mon garde manger, je constate, une fois de plus que je n'ai pas assez de nourriture pour terminer le mois.

Étant de plus en plus tanné de couper les tranches de pain en deux pour finir le mois. Je me dis «*Je vais faire mon possible pour trouver un autre petit travail.*» J'étais décidé, je l'avais en tête depuis longtemps et je sentais que c'était le bon soir.

Il y a beaucoup de restaurants rue Ste-Catherine près de la rue Peel, je m'arrête devant un gros restaurant, pas d'affiche dans la vitrine, à l'intérieur un monsieur bien mis qui attend les clients. J'entre et salue poliment. Constatant alors que M. Georges ne parle presque pas français, je me décide donc vite à lui proposer mes services du meilleur anglais que je peux, tout en lui disant ce qu'il me reste en poche pour terminer le mois.

J'insiste et il me fait asseoir. J'attends 2 minutes puis il revient et m'offre de commencer à 11 heures jusqu'à 6 heures du matin pour \$20,00. J'ai travaillé sans arrêt toute la nuit, toujours debout. Il fallait laver de la vaisselle, éplucher des oignons, balayer et laver tous les planchers à la fermeture, sortir d'immenses sacs d'ordures, passer l'aspirateur dans la salle à manger. J'ai terminé mon travail à 5h45, mangé un morceau de tarte aux pommes. M. Georges m'a remis trente dollars au lieu du vingt qu'il m'avait promis. J'avais les jambes mortes et que j'étais épuisé. Sept heures debout sans arrêt avec ma santé chancelante, il y a longtemps que je n'avais pas fait cela.

Quand il m'a payé je lui ai dit de ne pas se gêner pour me téléphoner s'il avait à nouveau besoin de moi et, en me faisant un sourire et me donnant la main il m'a promis que oui. Je n'en ai pas eu de nouvelles depuis mais je travaillerais à nouveau si jamais il me téléphonait. Tout ça pour vous dire que quand l'on veut on peut, c'est difficile mais pas impossible.



Pierrette Jeanneault
Amie du groupe

L'atelier des lettres

C'est un endroit pour apprendre à lire, à écrire et à améliorer sa grammaire. Il y a deux groupes: un de débutants et un autre d'avancés.

Moi je suis dans le groupe avancé, moi j'ai de la misère avec les «ai», les «en» et les «an», les verbes qui finissent par «er» et «é», avec les «a» et les «à». J'ai aussi tendance à écrire au son.

Ma première journée à l'Atelier des lettres

J'ai bien aimé la formatrice, qui explique bien le déroulement de la session d'automne. J'ai bien hâte de commencer à faire mes compositions. Toute la classe a trouvé des sujets qu'on a mis dans une boîte. Je vais choisir des sujets pour écrire dans le journal. La formatrice m'a donné une grammaire pour m'aider à améliorer mon français. Le groupe est très plaisant, on a les mêmes problèmes de lecture et d'écriture.

La visite de la bibliothèque de Frontenac

La bibliothécaire nous souhaite la bienvenue. Elle nous amène dans une salle pour nous expliquer comment ça fonctionne, une bibliothèque. Elle nous parle des livres qu'il y a: des romans d'aventure, d'amour, des romans policiers, des romans jeunesse (*La courte échelle*), des revues et des cédéroms. Il y a aussi une salle de spectacle et des salles d'expositions. J'ai bien aimé ma visite à la bibliothèque. J'ai choisi deux livres sur les dauphins.



Monique
Richard Larochelle
Camelot,
Carré Phillip

*Action de grâce, 8 octobre 2000,
jour de remerciement à Dieu que je fais
parce que Monica est entrée
dans ma vie et dans mon cœur.*

*Je dis à Dieu,
que le 25 décembre 2000,
j'étais content d'être avec ma mère
et ma sœur.*

*J'étais triste de ne pouvoir
leur présenter Monica
et leur annoncer notre mariage.*

*Mais, le 3 janvier 2001,
j'ai rendu Monica heureuse
en fêtant son anniversaire de naissance
deux jours à l'avance en même temps
que notre Noël d'amoureux.*

*Merci mon Dieu
pour mon amour Monica
et protège la pour toujours, je l'aime.*

SOLUTIONS de la page 34

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	L	E	G	U	M	I	N	E	U	S	E	A	L	I	
2	E	R	E	S	I	P	E	L	E	R	I	C	I	N	
3	N	I	N	E	E	V	O	L	U	E	N	T			
4	I	N	O	A	E	G	E	R		D	E	F	I		
5	F	E	I	N	T	E	E	G	R	I	S	E	T		
6	I	S	S		N	A	S	S	E	C	R	U			
7	A	E	R	O	D	E	A	N	A	C	A	L			
8	N	P	E		O	F	F	I	C	I	N	A	L	E	
9	T	H	O	M	A	S	E		U	N	I	R			
10	I	M	B		I	C	I		F	L	E				
11	A	M	I	E		P	R	I	N	C	E	L	S	D	
12	N	O	R	H		R	E	E	L		A	A	E		
13	T	S	I	G	A	N	E	S		O	M	B	R	E	S
14	R	I	S		L	I	E		E	P	E	E	S	I	
15	E	S	E		O	B	L	I	T	E	R	E	R	E	R



**Vianney
Camelot,
St-Denis/Duluth**

Suite du mot d'octobre

2^{ème} partie

J'ai commencé l'école et un grand m'a fait essayer la drogue. J'ai trouvé que c'était la solution à mon problème, me trouver des amies et des amis, pour fuir mon mal intérieur. À l'école tout le monde avait une famille et moi je me sentais à part. Dans la ville où j'allais à l'école, les gens avaient de mauvaises langues.

J'ai fait du pouce pour aller à Montréal. Je ne connaissais pas Montréal et je n'avais pas de logement. J'ai rencontré un gars qui m'a emmené chez lui et qui m'a trouvé de l'ouvrage dans un club. J'habitais dans une chambre. Je venais de connaître le bonheur de travailler dans un club. J'avais 17 ans et j'étais avec des grands qui me valorisaient qui me disaient «*T'es beau, t'es fin.*» pour avoir mon cul. Ils me payaient de la drogue ils me disaient ce que je voulais entendre. J'ai commencé à danser nu et après j'ai fait de la prostitution. J'étais acheté par le luxe et je prenais beaucoup de drogue. J'ai connu le manque d'argent. J'étais dans l'enfer d'être mélangé d'avoir un sugar daddy pendant trois ans ou de faire la prison pour mon agressivité et j'ai mis fin à ça. J'ai fait une thérapie et ça m'a beaucoup aidé à me comprendre et comprendre les autres. Je ne suis pas guéri, j'ai encore des comportements à changer. Je fais plus attention à moi et aux autres.

Je peux vous dire qu'il y a beaucoup de mes frères et sœurs qui ont le même problème que moi et que c'est le temps que ça arrête. Les prisons sont pleines de gens qu'on dit délinquants. Je pense pas que ce sont des délinquants. Ils sont des êtres qui ont connu l'enfer de la pauvreté parce que leurs parents étaient dysfonctionnels. Dans les clubs, j'ai connu des docteurs, des avocats, etc. qui avaient des problèmes de comportement. On vit dans une société dysfonctionnelle qui voit l'argent comme une réussite. Ça me fait rire de voir un gars qui s'achète une chemise à la mode et une Cadillac et qui cherche à se valoriser avec ça. Le mal qu'on a à l'intérieur nous amène à faire bien des choses. Les riches veulent montrer qu'ils sont quelqu'un et les pauvres aussi et je pense qu'il faut retourner aux vraies valeurs de s'aider les uns et les autres, d'arrêter de s'écraser. Je trouve ça bien plate de voir plein de monde dans les rues et de voir les riches à part. C'est révoltant. J'ai connu l'enfer de vivre ça, de coucher sur du monde et de me faire pagner le cul, d'être obligé de faire des choses sans mon consentement et à manipuler pour avoir de l'argent. C'est à ça qu'on est exposé: de laisser des gens bien qui veulent juste aimer et se faire aimer, de ne pas être trichés par des riches qui cherchent à jouer dans la tête des pauvres. Il va y avoir bien du monde en prison et je pense qu'il n'y pas juste des pauvres délinquants mais aussi des riches délinquants et il est temps qu'on passe à l'action et qu'on sorte les gens de la rue et qu'on arrête d'avoir des préjugés et qu'on se regarde soi-même. Ça coûte cher de mettre du monde en prison et ça ne règle aucun problème. Alors que tout le monde, riches comme pauvres devraient s'entraider.



Réflexion

**Michel Côté
Camelot,
Pointe-aux-Trembles**

En ces temps troublés tout ce qui se passe sur la scène mondiale (voir le World Trade Center) me pousse à réfléchir.

Pendant qu'à l'étranger, ben Laden et sa bande d'illuminés s'amuse à terroriser les usagers des grandes lignes aériennes et de divers moyens de transports en commun, déstabilisant l'économie des pays capitalistes, nos terroristes nationaux, les fameux *Warriors*, défraient la manchette en attaquant leur poste de police à Kanesatake et en incendiant une voiture, probablement à l'aide d'un cocktail Molotov (un avion rempli de kérosène c'est un gros cocktail Molotov).

Et comble d'ironie, certains Mohawks, spécialistes en érection de structures d'acier, vont peut-être aller travailler à la reconstruction du World Trade Center.

Cela me pousse à me demander ce que nous réserve l'avenir, face au terrorisme international.

Bien à vous.



Bravo à l'équipe de l'itinéraire

**Ginette Dufort
Camelot,
Métro Rosemont**

Il y a un peu plus d'un an, j'ai commencé à fréquenter *L'itinéraire*. J'ai trouvé un emploi au *Café sur la rue*, qui m'a permis de connaître les responsables, les journalistes, les camelots ainsi que tous ces gens qui fréquentent *L'itinéraire*. Voulant m'impliquer davantage au sein du groupe, je me suis donc engagé comme camelot et j'ai commencé une formation en informatique. J'y ai rencontré des gens passionnants et fait une rencontre fortuite avec le monde de l'Internet. J'aimerais souligner aussi que ma participation au sein de l'équipe de *L'itinéraire* m'a ouvert des horizons jusque-là ignorés. La vente de journaux me permet de me plonger dans le grand monde pour ensuite me faire une idée de mon implication à *L'itinéraire*. J'en profite pour remercier l'équipe de *L'itinéraire* ainsi que tout ce beau monde qui chemine à *L'itinéraire*, soit au journal, soit à l'Espace Internet, soit au *Café sur la rue*. Je voudrais féliciter la formidable équipe de rédaction qui fait de l'excellent travail et réussit à nous donner un excellent journal. Je dit bravo à *L'itinéraire*. Ne lâchez pas on s'attache à vous. Merci!



**Maxime
Camelot,
Métro Jarry**

Quand j'étais jeune, je passais l'été à voyager à travers le Québec en couchant sous ma tente. L'hiver, je dormais chez des amis ou je me trouvais un autobus de la ville hors d'usage et je dormais sur les bancs. À Trois-Rivières, je me suis déjà fait arrêter quand je dormais dans un autobus.

«Entrée par effraction.» Les portes n'étaient pas vraiment difficiles à ouvrir. Je n'ai même pas été obligé d'entrer par effraction. La première place où j'ai squatté c'était dans une vieille maison de cultivateur avec un foyer, une table de cuisine et des grandes armoires. C'était la belle vie. Je ne me suis pas fait déranger. Un jour, après deux, ils ont tout barricadé. À Québec, les bancs autour du parlement étaient réservés aux touristes. On ne pouvait pas dormir dessus.

Quand je regarde les jeunes d'aujourd'hui qui n'ont pas d'endroit où dormir, je les comprends. Il y a moins d'endroits où ils peuvent avoir la paix que dans mon temps. Il y a aussi beaucoup plus de jeunes dans la rue. J'en vois souvent dans les grands parcs qui après avoir marché une journée s'endorment dès qu'ils se couchent par terre. Quand j'étais jeune, c'était seulement les vieillards qui dormaient sur les bancs de parc, mais ça a bien changé. Je trouve ça bien ce que font les jeunes de la rue aujourd'hui. Ils se battent pour avoir des logements sociaux et ils montrent au maire qu'il sont furieux après lui. C'est le bon temps, pour faire des revendications. Avec l'hiver qui vient, les politiciens vont avoir des problèmes sur les bras. Mais une fois qu'ils seront élus, les promesses vont disparaître. Peut-être que s'ils étaient une minorité culturelle, ils auraient une chance. J'en vois souvent dans les soupes populaires et dans les refuges: des Jamaïcains, des Africains, des Latins, quelques Asiatiques. Quand t'as connu la souffrance de la rue, tu peux être bien content, comme moi d'avoir un petit appart, mon téléphone, etc. Je suis content d'avoir été jeune et d'avoir eu la force de me battre. Aujourd'hui je me suis assez battu et je suis heureux de l'avoir fait. En 2001, c'est peut-être plus difficile qu'avant: plus de monde et moins de logements sociaux. Être jeune aujourd'hui, je me battrais encore. Mais je regrette quand même la violence. C'est plus raide aujourd'hui: la société est plus violente, les jeunes le sont sûrement aussi.



**Camelot Tourbillonnant
Camelot,
Parc Lafontaine**

Pour la Paix entre Nations

Drôle de réalité... lorsque j'étais enfant j'aimais les westerns et je prenais toujours pour les Indiens. Mais voilà que j'ai grandi et depuis, je recherche la paix et l'harmonie entre les peuples.

Les Premières Nations se sont retrouvées presque obligées de se transformer en coup d'vent *au centre-ville* de la société dans laquelle nous sommes tous, par instants, bafoués!

Légendes urbaines au lieu de légendes amérindiennes

Les difficultés rencontrées, les émotions fracassées à cause d'un mode de vie étranger... hérité de guerres ancestrales, le racisme encore présent pour trop de gens... dure réalité pour ces derniers! Le cycle de l'assuétude chez les Amérindiens du centre-ville: triste description. L'alcoolisme, la toxicomanie, l'itinérance, le sida, le racisme, la violence, c'est bien assez pour être dépaycé.

Ils sont souvent coupés de la société, isolés, rejetés et brisés à l'intérieur d'eux-mêmes. Qui peut leur venir en aide? Ils sont souvent très méfiants et probablement qu'ils ont de bonnes raisons de l'être. Ils ont au moins un lieu de rencontre où ils peuvent discuter et ainsi se rappeler qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte contre l'humiliation.

Entre Indiens on se tient, c'est la culture!

Malheureusement trop souvent on se côtoie et on boit... c'est la nature! Ou plutôt la dénaturalisation de la marginalisation! PAS TOUS... ILS NE SONT PAS TOUS COMME ÇÀ! Mais ceux que j'ai fréquentés étaient coincés dans ce cycle: l'assuétude! Que la réconciliation des peuples règne dans le cœur des nations... toutes, sans exceptions!

Personnellement, j'aurais pu vous écrire l'histoire de ma rencontre avec le plus beau des Amérindiens, mais parfois il est préférable de s'abstenir et de laisser au temps le soin de guérir les balafres du cœur. Je n'ose pas écrire ton nom, ni le mien afin de ne pas détériorer notre relation déjà assez effritée comme ça! Toi, tu es vraiment différent des autres.

Spiritualité et Différences

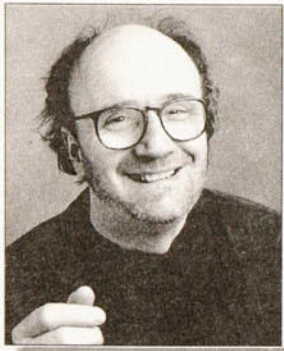
Il ne faut pas s'y tromper.

Merci pour l'Amour de la Vérité.

Merci d'avoir contribué à mon bonheur pour le reste de mon éternité. Personne ne m'avait auparavant jamais démontré ce que c'était que d'aimer... d'aimer vraiment et toi, tu as partagé tout ce que tu avais afin que je sois sauvée.

Désolée, de m'être trompée entre la réalité et la vérité, sincèrement j'ose espérer ne plus me tromper ni me laisser tromper. À ceux qui se sont trompés et qui par le fait même ont trompé: osez vous pardonner à vous mêmes!

Paix pour tous et chacun.



Promesses et jambes en l'air de Jean Chrétien

1^{ère} partie

Faisant souvent référence aux sept péchés capitaux, mon thérapeute me répète très souvent que j'ai développé une obsession malade entre autres, sur le gouvernement péquiste et sur les récents premiers ministres du Québec. Il me dit que mon problème est un mélange d'envie et d'orgueil. Selon lui, je suis jaloux du beau toupet de Lucien Bouchard, de la douce moitié toute blonde de Jacques Parizeau et de l'érudition de Bernard Landry. Au dire de Fred, ces deux péchés capitaux m'amènent à éprouver de la colère, qui serait chez moi un sous-produit de ma jalousie exponentielle. Et puis, comme un mal ne vient jamais seul, ça m'aurait enfoncé encore plus dans la paresse intellectuelle, où il est devenu trop facile de toujours taper sur le même clou.

Alors, afin de faire plaisir à mon psy, et afin de corriger mes vilains défauts, je vais faire amende honorable et vous entretenir cette fois du gouvernement libéral fédéral: de Jean Chrétien, de Paul Martin, de Pierre Pettigrew et de quelques autres idylles, pardon, édiles à Ottawa. Vous allez mieux comprendre maintenant pourquoi, à la fin du mois de juillet dernier, l'ex-adjoint de Jean Chrétien, monsieur Carle, a quitté la scène politique fédérale pour devenir vice-président et chef des opérations de *Juste pour rire*, un organisme souvent insignifiant et très beaucoup subventionné. Le gouvernement fédéral et *Juste pour rire*, c'est du pareil au même. Les deux rient allègrement de vous autres.

Pour commencer, puis-je me permettre de vous citer intégralement le titre de l'article du *Devoir* du 12 février 1993: «*S'il est élu, Chrétien se donne un an pour éliminer la TPS*». Puis, dans *La Presse* du 17 décembre 1996, un article s'intitule: «*TPS: Chrétien s'excuse de s'être mal fait comprendre*». Allez, ne soyez pas rancunier, il s'est excusé. Enfin, dans *Le Journal de Montréal* du jeudi 26 octobre 2000, on peut lire: «*Chrétien inflexible, la TPS est là pour rester*». La taxe très régressive de la TPS, pour le monde ordinaire, et les paradis fiscaux pour le monde extraordinaire.

Puis, dans *La Presse* du 18 août 1992: «*Chrétien dénonce l'entente de libre-échange*» et dans le même journal du 7 avril 2001: «*Jean Chrétien: de détracteur à fervent adepte du libre-échange*». Un gars a le droit de changer d'idée. Que celui ou celle qui n'a jamais

changé d'idée dans sa vie lui jette la première pierre. J'ai pas dit un rocher, quand même!

Dans *Le Journal de Montréal* du 15 octobre 1993, le journaliste Michel Auger a coiffé son article du titre suivant: «*Chrétien songe à un impôt minimum pour les entreprises*». Ne soyez pas impatient. Rien ne sert de courir, il faut partir à point. Aux dernières nouvelles, il y songeait toujours. Dans cet article, pour appuyer son cinéma, Chrétien avait même dit: «*Je pense qu'il est inacceptable qu'il y ait des gens qui ne paient absolument rien en impôts dans une année avec des gros revenus*». Cette fois, Jean Chrétien avait absolument raison. D'ailleurs, dans le même journal du 22 mai 2001, un article était libellé ainsi: «*Trop d'entreprises ne paient aucun impôt*». En effet, suite à deux enquêtes de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, on a constaté que près des deux tiers de toutes les entreprises canadiennes ayant des revenus de moins de 15 millions de dollars n'ont pas versé un sou d'impôt fédéral entre 1995 et 1998. Cela équivaut à 716 000 entreprises dans une année donnée.

Dans un texte de *La Presse* du 23 août 1994 intitulé: «*Ottawa va sabrer dans les abris fiscaux*», le ministre des finances Paul Martin avait clairement indiqué que le budget fédéral de février 1995 hausserait la facture de l'impôt aux sociétés et aux contribuables à revenus élevés en éliminant une série de déductions et d'abris fiscaux. Il avait alors dit: «*Je crois qu'il faudra élargir l'assiette fiscale. Pour nous, c'est une question d'équité*». Justement par équité, il a coupé dans l'assurance-emploi et dans les programmes sociaux par le biais d'une diminution radicale dans les paiements de transfert aux provinces et a plutôt préféré accroître substantiellement les abris fiscaux aux riches et aux compagnies, de peur qu'ils nous quittent et cessent ainsi de créer de la richesse et des emplois. Un des points saillants du rapport trimestriel du vérificateur général du Canada, Denis Desautels, de l'année 1996 stipulait que «*l'emploi abusif des abris fiscaux fait perdre des revenus importants au gouvernement fédéral*». Bah, on passera pas le réveillon à s'énervier là-dessus, même si nous sommes les dindons de la farce.


Puis, le 31 octobre 1994, on pouvait lire dans un article de *Le Journal de Montréal* intitulé: «*Gaz carbonique et environnement: une promesse reconsidérée*», que l'une des promesses les plus radicales des libéraux fédéraux venait de s'évanouir en fumée. En effet, la min-

istre de l'Environnement et des petits drapeaux rouges, devrions-nous ajouter, venait d'admettre qu'elle ne pouvait plus s'acquitter de sa promesse de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 20 pour cent. Il n'y a pas matière à perdre les pédales même si on a titré ainsi. À cet effet, deux articles parus dans *La Presse* du 4 mars 1995 et du 30 octobre 2000: «Effet de serre: le Canada aurait le pire plan d'action des pays industrialisés» et «Le Canada favoriserait l'augmentation des gaz à effet de serre». Comment le Canada peut-il avoir le pire plan d'action s'il n'en a pas? Malgré toutes les études scientifiques sérieuses qui démontrent l'ampleur du problème et les dangers liés aux gaz à effet de serre, le gouvernement canadien, dans son grand pragmatisme et dans sa sagesse exemplaire, a préféré prendre fait et cause des doléances du patronat.

Dans un texte du *Devoir* daté du 13 octobre 1999 et intitulé «Les coûts de l'environnement ne doivent pas nuire à la compétitivité des entreprises», l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec lançait ce douloureux cri de détresse: «Les lois sur la protection de l'environnement et la gestion des déchets ne doivent en aucun temps nuire au libre marché et briser l'équité entre les entreprises». Vraiment touchant, on comprend maintenant mieux, du moins je l'espère, la volte-face du gouvernement fédéral.

En parlant de déchets, dans *Le Journal de Montréal* du samedi 21 juillet 2001, le titre de l'article suivant dit bien des choses: «Déchets polluants: le Québec est une poubelle pour les Américains». On y dit, «Après l'Ontario, c'est au Québec que se retrouvent en plus grand nombre les substances américaines qui traversent la frontière.

Mais, contrairement à la province d'Ontario, le Québec reçoit beaucoup mais envoie peu». Le patronat et ses économistes considèrent ça tout à fait normal et en font une des retombées économiques bénéfiques du libre-échange. «Le poids financier de la dépollution s'en vient, avertit le vérificateur général» titre un article de *La Presse* du 12 mai 1995. Le vérificateur avait alors affirmé: «L'héritage de la production et de la mauvaise gestion des déchets hante les générations actuelles et futures». Il parlait alors d'investissements de dépollution à faire d'environ 17 milliards de dollars. Mais le club privé des gros affairistes ne veut rien savoir de ces «folleries». Un point c'est tout!

J'ai d'autres petites perles concernant le gouvernement libéral que j'ai relevées dans divers journaux pendant mes temps libres, enfin, ceux que Pin-Up m'accorde! Mais pour les connaître, vous devrez attendre ma prochaine chronique! Non, non, ne soyez pas impatient, c'est un vilain défaut selon mon thérapeute! 



Gilles Duceppe



Député de Laurier-Sainte-Marie
Chef du Bloc québécois

1717, boul. René-Lévesque Est, bureau 205,
 Montréal (Québec) H2L 4T3
 Tél.: (514) 522-1339 Téléc.: (514) 522-9899

CIRQUE DU SOLEIL



8400, 2^e Avenue, Montréal (Québec) Canada H1Z 4M6

LA RICHESSE EST LE FRUIT
 DES EFFORTS DE LA MAJORITÉ

LA RICHESSE,
ÇA SE PARTAGE!

Confédération des syndicats nationaux
 1601, av. De Lorimier, Montréal, H2K 4M5
 Tél.: 1 800 947-6177



Vélo sur mesure

Sikkar

- Peinture
- Réparation mécanique
- Vente de pièces et accessoires

Alain Sicard

tél.: (514) 887-2699

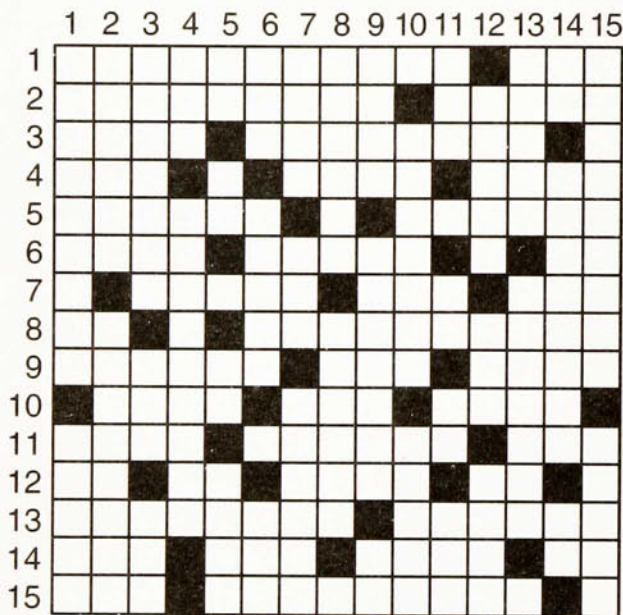
courriel: cyclessikar@hotmail.com

toile: <http://www.multimania.com/cyclesikar/contact.html>

À ne pas oublier ▶ **PORTES OUVERTES**

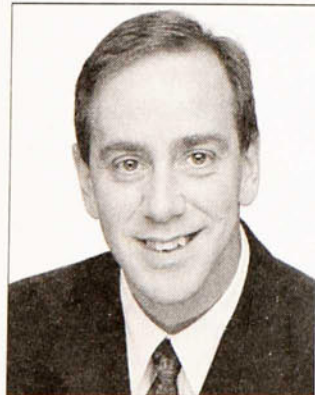
Les 9, 10 et 11 novembre de 9 hres à 21 hres
 situé au 739, 4^e avenue, Verdun

MOTIS CROISÉS



HORizontalement

- 1-Plante dicotylédone dont le fruit est une gousse. — Boxeur américain né en 1942.
- 2- Infection aiguë de la peau. — Ses graines sont utilisées en pharmacie pour son action laxative et purgative.
- 3- Un nombre anglais. — Modifie sa manière de penser, de se conduire.
- 4- Fille de Cadmos. — Ville de Hongrie. — Attitude insolente, bravade.
- 5- Coup destiné à tromper l'adversaire. — Requin gris de la Méditerranée.
- 6- Né de. — Mollusque gastéropode carnassier à coquille striée. — Petit ruisseau.
- 7- Ronge lentement. — Recueil d'anecdote. — Petite lésion cutanée épaisse et dure.
- 8- Symbole chimique d'un métal transurannique radioactif. — Se



Réal Ménard, Député
Hochelaga-Maisonneuve

4036, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H1W 1T2

Tél.: (514) 283-2655
Fax: (514) 283-6485

- dit d'une plante dont on se sert en pharmacie.
- 9- Prénom de l'inventeur du phonographe. — Résine malodorante. — Établir un lien d'amitié.
- 10- Rempli profondément d'une idée, d'un sentiment. — Céans. — Coule, s'écoule en parlant de l'eau, d'une odeur, etc.
- 11- Personne qui a du goût pour qqch. — Titre de noblesse le plus élevé. — Hallucinogène très puissant.
- 12- Drame lyrique japonais. — Rhésus. — Vrai. — Coulée de lave, à Hawaï.
- 13- Romanichels. — Poissons des rivières tempérées fraîches de l'Europe.
- 14- Thymus de l'agneau. — Ce qu'il y a de plus vil. — Arme. — Note.
- 15- Dans la rose des vents. — Couvrir d'une empreinte, d'une marque, un timbre, un document, etc.

VERTICALEMENT

- 1- Amolissant. — Grotte servant d'abri à un animal sauvage.
- 2- En chirurgie, ils servent à soulever certaines parties du corps et à les maintenir écartées. — Étroitesse du prépuce, qui empêche de découvrir le gland.
- 3- Pâte à biscuit légère qui sert à réaliser de nombreux gâteaux fourrés. — Organisation maritime internationale. — Baie des côtes de Honshu.
- 4- Affaibli par les excès. — Ville d'Allemagne.
- 5- Note de musique. — Astate. — Art. contracté. — Auréole qui entoure parfois l'image photographique d'un point lumineux.
- 6- Ébène verte. — Transmission des chèques au moyen d'une signature apposée au verso. — Rien.
- 7- Plaque de neige isolée. — Afrique Équatoriale Française. — Qui paraît en dehors de la réalité.
- 8- Écrits à la louange de qqn ou qqch. — Aspect général du visage.
- 9- Affluent de l'Oubangui. — Fait de saisir une juridiction. — Sert à lier.
- 10- Nécessité d'agir vite. — Cigarette.
- 11- Époque. — Animal édenté. — Fer. — Grande quantité de liquide.
- 12- Indicateur de police. — Qui est sans existence. — Ouverture donnant passage à l'eau qui tombe sur la roue d'un moulin.
- 13- Divisions d'une pièce de théâtre. — Mystification, blague.
- 14- Lithium. — Dans la Rome Antique, fêtes annuelles en l'honneur des morts. — En matière de.
- 15- Désigner par un titre. — Appétit sexuel.

JEAN COUTU

Daniel Dubois
Gérant administrateur

501, rue Mont-Royal
Montréal (Québec) H2J 1W6

Tél.: 521-3481
Fax: 521-1660

L'Espace Internet

Le monde au bout de vos doigts!



Le Café électronique pour personnes démunies est unique en son genre à Montréal. Il offre à tous et toutes la possibilité d'utiliser un ordinateur à peu de frais. En effet, il n'en coûte que 1\$ l'heure pour faire du traitement de texte ou naviguer sur Internet (contribution volontaire de 3\$ pour ceux qui le peuvent). Le personnel sur place se fera un plaisir de vous aider. Si vous le désirez, vous pourrez aussi vous inscrire à une séance de formation. Ce projet a été réalisé grâce, entre autres, à la participation de Vidéotron et du Gouvernement du Québec.

1907, rue Amherst (angle Ontario est)
Tél.: (514) 597-0238, poste 31

1\$ / heure
pour personnes à faible revenu

ATELIER DE FORMATION



- Navigation sur Internet
- Recherche
- Traitement de texte
- Courriel



Inscriptions: à l'Espace Internet,
1907, rue Amherst (angle Ontario est)

10\$/2 heures

(Formations de groupe aussi disponibles)

Pour toute information: (514) 597-0238, poste 22
format2000@hotmail.com

Savoir lire

écrire et compter



c'est profiter de la vie!

Environ 1 million de Québécois et de Québécoises, de tout âge, ont des difficultés à lire, à écrire et à compter. Ils sont ainsi privés, tous les jours, du plaisir de participer pleinement à la vie en société.

Si quelqu'un de votre famille ou de votre entourage doit relever ce défi, invitez-le à s'inscrire aux activités de formation offertes par les commissions scolaires et les groupes d'alphabétisation populaire autonomes. Après coup, la vie lui paraîtra beaucoup plus agréable et, surtout, moins compliquée.

 **Info** *alpha*

1 800 361-9142

Éducation

Québec 